

LUTTE DE CLASSE

Union communiste internationaliste (trotskyste)

Les gilets jaunes : l'expression d'une colère, la recherche d'une perspective

- **Le référendum
d'initiative citoyenne**
- **Le chaos du Brexit**
- **Le gouvernement
du Portugal**
- **Révolte en Irak**
- **Rosa Luxemburg**





Au sommaire de ce numéro

Les gilets jaunes: l'expression d'une colère, la recherche d'une perspective	1
Le référendum d'initiative citoyenne, nouvelle illusion réformiste	8
Grande-Bretagne: le chaos du Brexit	13
Portugal: un gouvernement anti-austérité plébiscité par le patronat	21
Irak: une révolte contre une situation intenable	27
Rosa Luxembourg: socialiste, révolutionnaire, internationaliste	31

Abonnements pour un an (8 numéros)

Plis ouverts

- France, DOM-TOM 15 €
- DOM-TOM, par avion 17 €
- Europe 20 €
- Monde 24 €

Plis fermés

- France, DOM-TOM 32 €
- DOM-TOM, par avion 37 €
- Europe (lettre prioritaire) 45 €
- Monde (lettre prioritaire) 58 €

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à:

Lutte ouvrière - CCP Paris 26 274 60 R 020

IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02087 - BIB PSSTFRPPPAR

Correspondance

Lutte ouvrière BP 20029 -
93501 PANTIN CEDEX

Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière
<http://www.lutte-ouvriere.org>
 Site multilingue de l'Union
 communiste internationaliste
<http://www.union-communiste.org>
 E-mail:
contact@union-communiste.org

Qui sommes-nous ?

La revue mensuelle *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxembourg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocra-

tiquement planifiée assurant à chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une

société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendique a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers.



RADIO FRANCE

Les gilets jaunes : l'expression d'une colère, la recherche d'une perspective

Cet article a été rédigé le 3 janvier 2019. Il ne tient donc pas compte d'événements survenus par la suite, ni de non-événements tels que le débat national de Macron avec ses rebondissements successifs.

Le mouvement des gilets jaunes, malgré ses limites, ses illusions et ses confusions, a témoigné de la profondeur du mécontentement dans les couches populaires. Il a montré la capacité de mobilisation des participants, leur rejet des institutions censées les représenter qui, en réalité, canalisent, détournent et étouffent l'expression de leur colère.

Quel que soit son avenir, le mouvement des gilets jaunes sera inévitablement relayé par d'autres réactions sociales. En effet, la crise profonde de l'économie poussera la classe capitaliste à aggraver l'exploitation des travailleurs salariés, mais aussi à pourrir les conditions d'existence de bien d'autres couches populaires : les paysans petits et moyens, les artisans, les petits commerçants. La propriété privée de leurs instruments de travail, et parfois l'emploi de quelques salariés donnent l'illusion de l'indépendance à une multitude de catégories de la petite bourgeoisie. En réalité, elles sont écrasées par les banques, dominées par les grosses entreprises donneuses d'ordres, spoliées par les chaînes de distribution capitalistes. Et parmi ces caté-

gories, nombreux sont ceux qui sont poussés en permanence vers la paupérisation.

Il serait vain de vouloir deviner la voie que prendront les prochains sursauts populaires, ou laquelle des mille injustices de cette société provoquera des explosions de colère. Tout aussi vain de tenter de prévoir quelles catégories se lanceront en premier et quels moyens elles imagineront pour se faire entendre. La capacité d'imagination de masses mises en mouvement pour leur survie est sans limite. La tâche des militants communistes révolutionnaires n'est pas de deviner l'avenir, mais de proposer une politique qui amène le prolétariat à s'y retrouver dans l'enchevêtrement des intérêts sociaux différents, à prendre conscience de ses intérêts de classe pour que, instruit par la lutte elle-même, sa conscience finisse par s'élever jusqu'à son aboutissement ultime : la conviction qu'il est nécessaire de renverser le pouvoir de la grande bourgeoisie et de lui arracher la propriété privée des grandes entreprises et des banques afin de mettre fin à sa domination sur l'économie.

LES ENSEIGNEMENTS
DE LA COLÈRE EXPRIMÉE
PAR LES GILETS JAUNES

Il est dans la logique des choses que le regard des masses, lorsqu'elles entrent en mouvement, soit focalisé sur ceux qui gouvernent, avec tout ce que cela a de juste dans ses fondements, mais aussi de source d'illusions ; juste car ceux qui gouvernent le font au service de la classe dominante, celle à qui l'exploitation et l'oppression profitent en dernier ressort ; source d'illusions cependant, car ceux qui gouvernent sont largement interchangeables, et savoir se débarrasser de serviteurs au sommet en cas de menace fait partie, depuis des temps immémoriaux, de la culture politique de toute classe dominante. La bourgeoisie des pays impérialistes a même appris, au fil de l'histoire, à banaliser l'opération, à s'en servir à titre préventif, à en faire un élément essentiel de son système politique, à l'intégrer dans le fonctionnement régulier de la démocratie bourgeoise par le biais de consultations électorales. Elle permet d'utiliser le personnel politique comme soupe de sécurité,



Manifestation des gilets jaunes à Tours le 8 décembre 2018.

d'en changer, le cas échéant, pour que rien ne change en fait dans la domination de la minorité capitaliste.

Il est également dans la logique des choses qu'une explosion de colère comme celle qui a conduit au mouvement des gilets jaunes mélange des colères de catégories sociales diverses. Celles du monde du travail, des retraités qui peinent à survivre, des chômeurs sans espoir de trouver du travail dans leur région, des travailleurs qui n'en ont trouvé un qu'à des dizaines de kilomètres de leur lieu d'habitation et pour qui le prix du gazole est une composante vitale de leur pouvoir d'achat, des aides-soignantes, des mères seules, des jeunes qui galèrent d'embauches précaires en petits boulots, des ouvriers, employés, techniciens de petites entreprises. Ces colères venant du monde des salariés se sont mélangées avec celles des couches petites-bourgeoises qui ont le plus de mal à s'en sortir. La méfiance à l'égard des partis institutionnels, qui prend facilement la forme d'un apolitisme affiché, s'enracine dans le désir de préserver l'unité entre les différentes composantes du mouvement. Cette unité et la fraternité forgée sur les ronds-points occupés et dans les actions menées en commun semblent être le gage de la victoire. De quelle victoire? De qui et contre qui? Le mouvement des gilets jaunes a d'autant plus de mal à répondre à ces questions et même à se les poser que, derrière l'unité dans la colère, les intérêts des uns et des autres divergent, tout comme les voies pour exprimer cette colère.

Commencé par la protestation contre la hausse de la taxe sur le gazole, le mouvement s'est rapidement transformé en protestation collective contre le recul du pouvoir d'achat. Mais le constat de l'insuffisance du pouvoir d'achat conduisait vers

des exigences différentes pour un patron routier ou un artisan ambulancier et pour leurs salariés respectifs.

Des deux seuls objectifs unificateurs qui surnagent, la démission de Macron et le référendum d'initiative citoyenne, le premier unifie surtout la faune des politiciens de la bourgeoisie, de Marine Le Pen à Mélenchon en passant par tous les autres, ex- et futurs ministres, qui guignent la porte qu'ouvre l'affaiblissement de Macron devant leurs ambitions respectives. Quant au second objectif, il ne signifie rien, sinon une nouvelle forme de faux espoir pour cette majorité qui n'a pas droit à la parole et qui ne l'aura pas plus avec le référendum d'initiative citoyenne et surtout pas le moyen de décider. Le vrai pouvoir ne réside pas dans le nombre de votes obtenus à un référendum, mais dans la force matérielle de l'appareil d'État et derrière, dans le pouvoir de l'argent, c'est-à-dire dans l'immense pouvoir sur la société que le monopole du grand capital confère à la grande bourgeoisie. Ce n'est pas pour rien que tous les partis de la bourgeoisie, macroniste compris, sont enclins à accepter le principe de ce type de référendum. Après tout, les banquiers et les milliardaires de la bourgeoisie suisse, une des plus vieilles et des plus voraces d'Europe, ne se sont jamais sentis menacés dans le moindre de leurs privilèges par les votations.

Raison de plus pour les communistes révolutionnaires de défendre un programme qui corresponde aux intérêts matériels mais aussi politiques du prolétariat. Pas seulement pour que les salariés ne se retrouvent pas oubliés dans l'affaire, même si le gouvernement lâche quelques bricoles. Il ne s'agit pas d'un intérêt catégoriel de plus à différencier et, encore moins, à opposer à la multitude des intérêts catégoriels de

couches populaires victimes du grand capital. Il s'agit de ce fait fondamental que le prolétariat, la classe sociale qui n'a que sa force de travail pour vivre et que la propriété privée ne relie pas au capitalisme, est la seule classe qui a la force et les moyens de combattre le grand capital jusqu'au bout, jusqu'à la destruction du capitalisme. C'est en fonction de cette perspective que la classe ouvrière doit prendre conscience de ses intérêts politiques et les affirmer.

Signe d'un début de renouveau de la combativité, 2018 a été marquée par deux luttes impliquant des secteurs, en apparence fort différents, de la classe ouvrière. Au printemps, un de ses secteurs réputés les plus combatifs, et aussi des plus influencés par les syndicats traditionnels, les cheminots. Quelques mois après, le mouvement des gilets jaunes, bien plus composite socialement, a entraîné des travailleurs de petites entreprises, des chômeurs, des retraités, des isolés. Ni l'un ni l'autre de ces mouvements n'ont entraîné le gros de la classe ouvrière, celle des grandes entreprises. Mais les deux ont en commun d'avoir bénéficié, chacun à sa façon, d'une large sympathie parmi les travailleurs, et bien au-delà. Et par ailleurs, un certain nombre de travailleurs, y compris ceux de grandes entreprises, ont participé à titre individuel aux blocages et aux manifestations. Par endroit, ils en constituaient une part majeure; y compris des militants syndicaux, surtout de la CGT, en opposition de fait avec les bureaucrates des directions syndicales; ils choisissaient ce type d'action par facilité, sans doute, pour beaucoup d'entre eux.

Internet, relayé au début par les chaînes de télévision, a semblé offrir un moyen de mobilisation miraculeux. Pour les



ANTOINE SOUBIGOU

Barrage routier de gilets jaunes dans le Calvados.

plus isolés, c'est un moyen de rompre l'isolement; pour ceux des entreprises, cela permet de ne pas s'affronter directement au patron et à son encadrement. Mais c'est une facilité qui est en même temps une faiblesse. Comme c'est une facilité de bloquer une route, un carrefour, et non les entreprises où se produisent les profits. C'était la principale limite du mouvement des gilets jaunes.

L'attitude choisie par les directions syndicales, celle de la CGT en particulier, invoquant la présence dans le mouvement de militants d'extrême droite, ne pouvait surgir que de l'esprit obtus de bureaucrates qui confondent les luttes de classe avec des calculs de boutiquier. La présence de militants d'extrême droite, cherchant à capitaliser la situation au profit de Marine Le Pen, de Dupont-Aignan ou de groupuscules plus réactionnaires encore, tous ennemis mortels de la classe ouvrière, cette présence donc n'aurait pas dû être un prétexte de se détourner d'un mouvement dans lequel se retrouvait toute une partie du monde du travail. Elle aurait dû, au

contraire, les inciter à engager le combat contre les tentatives de l'extrême droite. Mais autant demander du lait à un bouc. Les bureaucraties syndicales sont tellement habituées à leur fonction de roue de secours de l'ordre bourgeois qu'elles sont envahies d'une sainte terreur dès que cet ordre est ébranlé un tant soit peu par en bas. Les crises sociales, même limitées comme celle en cours, qui perturbent le paisible ronron des institutions du parlementarisme bourgeois, se traduisent par des poussées vers les « extrêmes ». Pas seulement vers diverses forces de contestation; mais aussi vers des forces politiques qui n'épousent la contestation que pour mieux offrir à la grande bourgeoisie une solution politique qui rompt avec le jeu ordinaire des partis déconsidérés. L'issue de l'affrontement se décide par la lutte entre ceux qui se soulèvent contre l'ordre capitaliste et ceux qui ont pour objectif de le préserver, serait-ce par la violence d'un régime autoritaire. Il y a des candidats à ce rôle. Faire croire, comme le font les réformistes de la gauche

politique et des directions syndicales, que l'on peut rester neutre dans cette lutte, refuser de prendre parti en évoquant le bon vieux temps où la contestation se limitait aux débats parlementaires et aux cortèges syndicaux périodiques, c'est désarmer les masses populaires qui s'éveillent à la contestation.

C'est précisément cette incapacité des organisations réformistes à reprendre à leur compte la colère des couches les plus écrasées de la société, et à leur donner des objectifs, qui favorise les forces politiques les plus hostiles aux intérêts politiques des travailleurs qui surfent sur cette colère pour la retourner contre eux.

S'il se poursuit, le recul de la participation aux manifestations et aux blocages; laissera de plus en plus la place aux manœuvres entre des forces politiques d'autant plus dangereuses pour l'avenir qu'elles diffusent les idées les plus réactionnaires, les plus abjectes, sous le couvert de l'apolitisme. Quelle que soit son évolution cependant, le mouvement des gilets jaunes n'aura pas été un épiphénomène, une saute d'hu-

meur face à un gouvernement méprisant, mais une expression supplémentaire d'une profonde crise sociale.

La crise sociale qui l'a engendré n'est pas surmontée et ne peut pas l'être. Le gouvernement ne peut pas répondre aux inquiétudes des classes populaires devant la montée de la pauvreté car la grande bourgeoisie, le grand capital ne lui en laissent pas les moyens. Tout dépend de la capacité de ce qui est le plus fort dans la classe ouvrière, les travailleurs des grandes entreprises de production, de la distribution et des banques, à prendre la relève des premiers combattants de la classe exploitée, en s'attaquant aux intérêts matériels de la classe dirigeante, et pas seulement à son personnel politique. C'est l'entrée en lutte des gros contingents du prolétariat qui donnera un sens, et surtout une perspective de lutte, à ceux qui ont eu le courage de se lancer les premiers dans la contestation.

Il faudrait aussi une véritable organisation qui permette aux masses exploitées d'aller plus loin. Les hommes politiques de la bourgeoisie et les commentateurs ont déploré l'absence d'une organisation et de leaders capables de représenter les gilets jaunes, mais en réalité susceptibles de trahir leurs intérêts, étouffer leur colère en la ramenant vers les institutions officielles de la démocratie bourgeoise : partis, syndicats, consultations électorales, défilés syndicaux bien encadrés, prévisibles et programmés. La question de l'organisation se pose cependant infiniment plus dans la perspective opposée : celle d'incarner la volonté des masses à imposer leur droit à une vie digne. La mobilisation des travailleurs de grandes entreprises en grève offrirait des possibilités d'organisation aussi fraternelles que celles que

se sont données spontanément les participants à nombre de points de blocage, mais autrement plus efficaces et, surtout, plus ouvertes sur l'avenir. Les assemblées générales d'une entreprise en lutte, accueillant tout travailleur, chômeur ou retraité des alentours, seraient un cadre naturel pour discuter collectivement des problèmes, pour forger l'unité du monde du travail par-delà toutes les divisions, pour dégager des objectifs. Et les comités de grève élus par ces assemblées pourraient et devraient devenir les embryons d'une direction de classe.

LA RÉVOLTE CONTRE LES IMPÔTS ET TAXES QUI « SAIGNENT LES MALHEUREUX »

Les révoltes contre des prélèvements de l'État, les impôts et les taxes, ressentis comme injustes, font partie des moments forts de l'histoire des luttes de classe. Le pourrissement du capitalisme financiarisé leur donne une nouvelle actualité. En dehors de son rôle régalien de défense de l'ordre capitaliste, l'État joue de plus en plus le rôle d'huissier chargé de prélever directement sur la population de quoi compléter la masse de plus-value dégagée par l'exploitation directe et de le mettre à la disposition de la grande bourgeoisie.

Dissimuler cette arnaque derrière le prétendu intérêt général marche d'autant moins que ce qui, dans les services publics, est utile à la majorité de la population – écoles, accès aux soins, Ehpad, transports publics dignes de ce nom – est laissé à l'abandon alors même que s'accroissent les prélèvements. Le parasitisme croissant du grand capital, qui oblige son État à détourner de plus en plus ses moyens financiers vers les

grandes entreprises privées et vers leurs propriétaires et actionnaires, quitte à démolir ceux des services publics qui sont utiles au plus grand nombre, est en train de tuer la crédibilité de l'État de la bourgeoisie dans sa prétention à représenter les intérêts généraux de la population.

Le « macronisme », qui s'est présenté en ses débuts comme la solution à la perte de crédit des partis de la bourgeoisie qui incarnaient l'alternance gauche-droite, constitue aujourd'hui au contraire le problème. La démocratie bourgeoise s'enfonce dans le marasme. Les attermolements affolés du gouvernement face à une crise politique, somme toute limitée pour le moment, ont une signification plus profonde que ne méritent la petite personne de Macron et la cour d'arrivistes qu'est sa majorité parlementaire. C'est l'autorité de l'État qui est mise en cause.

Le constat ne vaut pas seulement pour la France. Sous les formes les plus variées, la même évolution est en train de se produire dans les pays les plus développés de la planète (quant aux autres, la majorité sous-développée ou semi-développée de la planète, la forme démocratique du pouvoir de la bourgeoisie n'a jamais été autre chose qu'un simulacre). Partout, pour la même raison fondamentale, qui est l'agonie prolongée de l'organisation sociale capitaliste.

Le problème qui est posé à la société dépasse l'agitation dérisoire des partis traditionnels de la bourgeoisie, comme de ceux qui essaient d'en prendre la relève. Il n'est pas dans la façon de gérer les affaires de la bourgeoisie, et encore moins de choisir qui les gère. Il est dans la légitimité de la bourgeoisie à diriger la société alors qu'elle la mène à la catastrophe.

LES AXES
DES INTERVENTIONS
DES COMMUNISTES
RÉVOLUTIONNAIRES

Le propre des mouvements de masse, fussent-ils limités, est qu'ils rendent concrets, perceptibles, des problèmes et des objectifs qui apparaissaient auparavant abstraits, voire inimaginables. Le premier enseignement du mouvement des gilets jaunes réside dans son existence, et son surgissement imprévu et imprévisible. Après une longue période où dominaient dans les classes exploitées la résignation et le scepticisme à l'égard de la possibilité même d'agir, voilà que le sursaut est venu d'une de ses franges, la plus écrasée, la plus désarmée, la plus abandonnée à son sort de masse populaire, la plus morcelée aussi. Ceux des classes populaires qui s'engageaient alors dans la contestation l'ont fait avec leurs préjugés, leurs illusions, leur inorganisation, leur apolitisme, avec tout ce que cela implique de handicaps, d'absence de boussole. Mais ils s'y sont engagés. L'entrée en contestation elle-même était le début d'un apprentissage, le seul qui soit donné aux masses populaires. Des formes de communication émergeaient. Des formes d'organisation surgissaient. Des femmes et des hommes, des personnes âgées vivant dans l'isolement découvraient, au gré des discussions et des fraternisations, que leur malheur n'était pas individuel. C'est peu, mais en même temps, c'est énorme. De sujets passifs subissant la loi des plus puissants et leur propagande permanente, ils se sont fait entendre et ont même commencé à peser sur la vie politique. C'est comme cela que la prise de conscience commence. Elle peut être contagieuse.

L'activité des militants révolutionnaires doit tout simplement faciliter cette prise de

conscience, lui donner une formulation, anticiper les étapes suivantes. La culture marxiste en donne les moyens. L'engagement du côté du prolétariat, la confiance dans les capacités et les possibilités des travailleurs feront le reste. Ce sont les masses en mouvement qui peuvent comprendre les idées marxistes, le programme révolutionnaire, et en faire une force capable d'ébranler le monde.

La grande masse des exploités n'en est pas encore à lutter et même à contester. Mais même la contestation d'une minorité suscite des questions, permet la discussion. Il faut saisir ces possibilités. Même limitées aujourd'hui, elles pourront devenir utiles demain. Les luttes sociales ne font que s'annoncer.

La concomitance de décisions, comme de supprimer l'impôt, pourtant dérisoire, sur la fortune des riches, et l'amputation de la pension des retraités du monde du travail, a posé d'emblée la question de l'inégalité sociale. Elle apparaissait de prime abord comme injustement aggravée par « l'homme des riches » qui est à l'Élysée. Mais c'est le début d'un raisonnement qui peut être facilement poussé plus loin. Macron, qui lui-même s'est réclamé d'un exercice « jupitérien » de la présidence, est ressenti comme un président coupé du peuple, et méprisant. Mais cela suscite des réflexions sur la nature du pouvoir, quel que soit l'individu qui l'exerce dans cette société inégalitaire. L'arbitraire de la décision d'ajouter une taxe sur le gazole, avec ce que cela implique pour le pouvoir d'achat, fait réfléchir sur l'utilisation des impôts et des taxes. Et combien de gilets jaunes, qui n'ont jamais participé à une manifestation, ont découvert en montant à Paris, à Toulouse ou à Bordeaux, que la police n'était pas seulement le policier municipal de leur localité, un

voisin ou un cousin, en même temps qu'ils ont découvert, sans être pourtant venus manifester pour casser, les gaz lacrymogènes et les canons à eau. Tout cela constitue pour beaucoup une expérience politique, élémentaire mais nouvelle.

Le gros des participants au mouvement s'y est lancé pour le droit de vivre dignement, tout simplement. De disposer d'un travail pour ceux qui n'en ont pas, d'un pouvoir d'achat pour faire face aux dépenses quotidiennes de la famille, d'une retraite convenable. Des exigences modestes, que la société devrait pouvoir assurer à chacun de ses membres. Des exigences ressenties comme étant d'autant plus légitimes que la même société permet à une toute petite minorité de cumuler des fortunes qui dépassent l'entendement.

C'est là que doit commencer l'agitation des communistes révolutionnaires. Montrer que l'organisation sociale actuelle s'oppose même à cette exigence élémentaire. Que la richesse incommensurable de la minorité capitaliste repose, de façon particulièrement révoltante avec la crise économique, sur l'appauvrissement de ceux dont le travail, l'activité productive, a précisément créé les richesses que cette minorité s'approprie et dilapide.

Tout le monde devrait avoir un emploi avec un salaire correct. S'il n'y a pas assez d'emplois, il faut répartir le travail entre tous. Le chômage est un drame pour celui qui le vit, et une aberration sociale, car en travaillant le salarié contribue à créer sa propre part de richesse sociale. L'activité des générations passées de travailleurs – notamment celles et ceux qui sont aujourd'hui à l'âge de la retraite – a créé des forces productives immenses, des usines, des banques, des transports, des réseaux de distribution. Les responsables du

chômage sont ceux qui monopolisent ces forces productives et que le système économique actuel autorise à en disposer à leur gré, quand bien même c'est aux dépens de milliers de femmes, d'hommes, de toute une ville ou de toute une région lorsqu'une entreprise ferme ou délocalise.

Le pouvoir d'achat doit être garanti par l'indexation automatique des salaires et des retraites sur les prix. Il est inacceptable que s'accroisse sans cesse le nombre de travailleurs pauvres, des femmes et des hommes qui, tout en apportant leur contribution au fonctionnement de la société, sont poussés vers la misère matérielle et par là même, morale. Une société qui tolère cela est une société en train de se suicider.

Ce sont là les premiers pas indispensables pour préserver de la déchéance les travailleurs salariés, les retraités. Ils ne peuvent pas être franchis autrement que par la lutte. Cette lutte indispensable, inévitable ne doit pas seulement viser ceux qui nous gouvernent. Elle doit viser, au-delà, ceux qui accaparent les richesses créées pourtant par l'activité collective. C'est légitime. C'est moral. C'est d'une nécessité vitale pour

empêcher que le système broie ceux dont l'activité fait fonctionner toute la société.

Ce n'est que de la légitime défense de la part des classes travailleuses face à un danger immédiat, mortel pour la composante active de la société qu'elles constituent. Mais pour écarter définitivement la menace qui pèse sur l'humanité, il faut arracher le pouvoir à la grande bourgeoisie. Il faut exproprier la minorité de gros possédants capitalistes qui exercent un pouvoir dictatorial sur l'économie et qui l'ont conduite à l'impasse des crises répétitives.

À la pleurnicherie mièvre des réformistes en tout genre qui proposent un « meilleur partage des richesses », il faut opposer l'expropriation des grands capitaux, des grandes entreprises et des banques. La grande bourgeoisie ne partage pas. Et le problème de la société n'est pas de mieux partager la richesse accumulée entre les mains d'une poignée de grands capitalistes. Il est de mettre fin à un système économique qui, tant qu'il dure, draine inexorablement vers cette poignée de capitalistes ce qui résulte de l'activité, de la créativité, de la collectivité humaine. Un sys-

tème économique injuste et irrationnel depuis toujours, mais aujourd'hui en état de faillite manifeste.

Il n'y a pas de compromis équitable entre la grande bourgeoisie et le prolétariat. Il n'y a pas d'organisation économique intermédiaire entre celle de la bourgeoisie capitaliste, fondée sur la propriété privée des moyens de production, la course au profit privé et la concurrence, et celle dont sera porteuse la classe ouvrière : une économie organisée sous le contrôle de ceux qui travaillent, et planifiée pour satisfaire en priorité les besoins matériels et culturels de tous, compte tenu des moyens disponibles

Qui de la bourgeoisie ou du prolétariat l'emportera ? La question posée depuis le *Manifeste du parti communiste* est la seule décisive pour l'avenir. Prendre le parti du prolétariat dans ce combat, contribuer à ce qu'il renoue avec la conscience de la tâche historique qui est la sienne, reste le guide de tout militant, de toute organisation communiste révolutionnaire, plus particulièrement lors des crises sociales.

3 janvier 2019



Sur le rond-point, dans le Gard.



Le référendum d'initiative citoyenne, nouvelle illusion réformiste

La revendication du Ric (référendum d'initiative citoyenne) est fréquemment mise en avant par les figures les plus médiatiques du mouvement des gilets jaunes et on l'a vue, depuis décembre, apparaître sur des centaines de panneaux, de banderoles, d'affiches. Le RIC apparaît, aux yeux de certains manifestants, comme une manière d'établir une vraie démocratie puisqu'il s'agirait de donner la possibilité aux électeurs de modifier la Constitution, de proposer ou d'annuler une loi, voire de révoquer des élus.

Cette revendication, ou celle, voisine, de référendum d'initiative populaire, recouvre bien des idées différentes selon ceux qui la défendent. Elle figurait déjà avant le mouvement au programme de plusieurs partis, du PCF et de La France insoumise au Rassemblement national. Et plus la revendication est populaire parmi les gilets jaunes, plus les démagogues de tout poil s'en emparent. Même un député Les Républicains comme Olivier Marleix s'est fendu, le 20 décembre dernier, d'une proposition de loi constitutionnelle «*tendant à instituer un référendum d'initiative populaire, législatif, abrogatoire et révocatoire*» : c'est dire que la notion de Ric n'est ni révolutionnaire ni même en soi dangereuse pour l'ordre bourgeois. Les députés de La France insoumise ont fait de même, le 18 décembre, en soumettant une proposition de loi «*visant à instaurer la possibilité de référendums d'initiative citoyenne*».

Selon les partis et les tendances qui l'emploient, l'expression de référendum d'initiative citoyenne va d'une simple demande de davantage de démocratie participative à un véritable projet de refonte

du système politique. Mais, quelle que soit la version, aucune forme de référendum ne permettra de résoudre les difficultés qui frappent la population travailleuse aujourd'hui, à commencer par la baisse du pouvoir d'achat.

RÉFÉRENDUM ABROGATOIRE

Le 13 décembre dernier, deux figures du mouvement des gilets jaunes, Maxime Nicolle et Priscillia Ludosky, déclaraient lors d'une conférence de presse, s'inspirant du serment du Jeu de paume prêté par les députés révolutionnaires le 20 juin 1789 : «*Nous faisons le serment de ne pas nous séparer avant d'avoir obtenu la présentation devant le peuple français, par référendum, du référendum d'initiative citoyenne.*» Dans un tract (non signé) diffusé en décembre par des partisans du Ric dans toute la France, on lit : «*Pour que les citoyens reprennent la main face aux mensonges à répétition des politiciens, il nous faut le Ric.*» Les pages Facebook et les comptes Twitter des gilets jaunes fourmillent de telles formules, et beaucoup estiment

que, maintenant que le recul concernant les taxes sur les carburants est effectif, l'étape suivante doit être l'instauration du Ric : «*Nous devons mettre de côté les différentes revendications de toutes parts, pour nous concentrer sur l'essentiel*», lit-on dans un tract.

En 2008, prétendant rendre plus démocratique l'organisation de référendums, Nicolas Sarkozy avait déjà introduit dans la Constitution le référendum d'initiative partagée : une proposition de loi faite par les parlementaires peut faire l'objet d'un référendum si elle est soutenue par un cinquième des membres du Parlement et un dixième des électeurs, soit 185 parlementaires et 4,5 millions d'électeurs. Des conditions tellement drastiques que, sans surprise, pas la moindre proposition de la sorte n'a été déposée depuis que le dispositif existe.

Beaucoup de promoteurs du Ric, dont La France insoumise, proposent d'élargir le champ des textes qui pourraient être soumis à référendum, en abaissant le nombre de citoyens qui pourraient l'exiger et en supprimant l'obligation de voir le

texte soutenu par des parlementaires. Ainsi, la proposition de loi élaborée tout récemment par La France insoumise, qui sera discutée à l'Assemblée nationale le 21 février, dispose qu'un référendum national pourrait se tenir « *sur la demande de toute initiative soutenue par un pourcentage défini des électeurs inscrits sur les listes électorales* ». On remarquera d'une part que La France insoumise ne définit pas ce pourcentage – certains parlent de 500 000 électeurs, d'autres d'un ou de deux millions – et que par ailleurs les auteurs du texte sont tellement respectueux des institutions établies qu'ils excluent de cette pétition pour le référendum les travailleurs étrangers, qui n'ont pas le privilège d'être inscrits sur les listes électorales.

Ce projet va toutefois plus loin que la version Sarkozy, en ceci que quatre types de référendum sont proposés : révocatoire, constituant, législatif et abrogatoire. Le premier permettrait de révoquer un élu, y compris le président de la République ; le deuxième de modifier la Constitution ; les deux derniers de faire adopter ou d'abroger une loi. Autant d'éléments qui, explique La France insoumise, permettront ni plus ni moins que de donner « *la totale souveraineté au peuple* ».

LES MÊMES ILLUSIONS RÉFORMISTES

L'idée du Ric se popularise parallèlement à une autre, défendue notamment par Étienne Chouard : celle du tirage au sort des députés.

Le relatif succès que rencontrent ces idées n'a rien de surprenant : des dizaines d'années de politique antiouvrière, de mensonges politiques, de corruption, de trahisons politiques des grands partis censés être de gauche, ont alimenté un

dégoût voire une haine des politiciens bourgeois largement partagés dans les classes populaires. L'idée que ça ne sert à rien de voter, provoquant des taux d'abstention de plus en plus importants, le sentiment du « tous pourris », sont autant de réactions compréhensibles face au comportement abject et cynique des politiciens qui se succèdent aux affaires. Les salaires, les avantages et le train de vie des ministres ou des parlementaires alimentent un sentiment légitime de coupure entre eux et la population. Il suffit de rappeler les jérémiades de cette députée LREM qui, ayant quitté un emploi encore plus lucratif dans le privé pour devenir députée à 5 000 euros par mois, avait déclaré qu'elle ne pouvait plus manger que des pâtes ! La révolte que provoque ce type de comportements conduit logiquement à ce que des travailleurs voient avec sympathie l'idée, par exemple, de tirer des parlementaires au sort, en se disant que cela ne pourrait être que moins mauvais.

Rien de nouveau sous le soleil : la démocratie bourgeoise est depuis ses origines un système pourri de l'intérieur, où les capitalistes donnent aux travailleurs l'illusion d'avoir une parcelle de pouvoir en leur permettant de voter de temps en temps, et entretiennent une couche nombreuse de parasites politiques grassement payés pour les servir et prendre des coups à leur place. Et cela fait tout de même presque 150 ans que Karl Marx a constaté, dans son texte *La Guerre civile en France*, que les élections consistent seulement « *à décider une fois tous les trois ou six ans quel membre de la classe dirigeante devrait représenter et fouler aux pieds le peuple au Parlement* ».

Alors, le dégoût suscité par le système politique actuel est légitime ; et ce n'est pas nous qui

allons non plus nous offusquer de l'idée que l'on puisse souhaiter permettre à la population de s'exprimer le plus souvent possible. D'ailleurs, il est amusant de constater combien l'idée du Ric donne de l'urticaire à toutes sortes de journalistes, de politiciens et d'intellectuels bourgeois, pour qui l'idée de permettre au « peuple » de s'exprimer dans le domaine législatif est rien moins que l'anti-chambre de la terreur rouge. Ainsi l'historien Éric Roussel écrivait-il récemment dans le journal *L'Opinion* : « *Ce qui se profile derrière le Ric, c'est le référendum révocatoire. Or, on n'a connu cela qu'au moment de la Terreur et de la Commune.* »

Il faudrait leur rappeler au passage que plusieurs pays ont adopté le Ric depuis longtemps, à commencer par un où, à notre connaissance, les riches ne sont pas exactement contraints à l'exil par l'exercice de la souveraineté populaire : la Suisse.

L'EXEMPLE ITALIEN

Et l'expérience de tels référendums dans d'autres pays montre qu'ils peuvent même être utilisés comme une arme contre les travailleurs. Un exemple frappant est celui du référendum sur l'échelle mobile des salaires, dans les années 1980, en Italie.

Dans ce pays, la Constitution autorise l'organisation de référendums abrogatifs. Pour qu'un référendum soit organisé afin de demander l'abrogation d'une loi, il faut recueillir 500 000 signatures à l'échelle nationale ou obtenir l'accord d'au moins cinq conseils régionaux. Pour que le résultat soit valide, il faut encore que 50 % des électeurs au moins participent au vote.

En 1984, la classe ouvrière était confrontée aux assauts du gouvernement du socialiste Craxi dirigés contre l'échelle



Manifestation ouvrière à Rome contre le décret de Craxi supprimant l'échelle mobile, le 24 mars 1984.

mobile, un système d'indexation des salaires mis en place en Italie en 1945. L'échelle mobile des salaires était accusée par le patronat d'être un frein à sa compétitivité par rapport à ses voisins européens. Le Parti socialiste, qui dirigeait pour la première fois de son histoire un gouvernement de coalition, fit donc ce que la bourgeoisie attendait de lui et mena l'attaque. Craxi annonça le retrait de quatre points dans le système d'indexation servant au calcul de l'échelle mobile. De son côté la CGIL, le syndicat alors lié au Parti communiste, assumait aussi la politique selon laquelle les travailleurs devaient faire des sacrifices pour redresser l'économie. Mais devant la brutalité de l'attaque, et surtout devant les remous qu'elle provoquait dans la classe ouvrière, la CGIL refusa tout de même de signer l'accord. Craxi décida alors de passer en force et d'imposer sa décision par décret en février 1984.

Pour les travailleurs, ce fut

le signal de la lutte: une vague de grèves et de manifestations se développa dans tout le pays, parfois à l'initiative des militants locaux de la CGIL, mais aussi de manière spontanée. Pendant ces grèves, les conseils de délégués mis en place dans les années 1960 furent en partie l'expression de la base, en organisant des assemblées auto-convoquées. Celles-ci voulaient faire pression sur les dirigeants syndicaux pour qu'une grève générale soit organisée contre le décret du gouvernement Craxi.

La direction de la CGIL et, derrière elle, celle du Parti communiste se prétendaient à la pointe de la lutte contre les attaques de Craxi, mais elles en furent en réalité les fossoyeurs. La direction de la CGIL reprit le contrôle des mouvements de protestation en organisant une manifestation monstre à Rome, pour la défense des quatre points d'échelle mobile. Présentée comme le point culminant de la mobilisation,

elle signa son enterrement en grande pompe. Le PC prit ensuite le relais, expliquant qu'il fallait maintenant une issue politique et que la grève devenait inutile, car il allait régler le problème en s'opposant à la ratification du décret au niveau du Parlement.

L'opposition parlementaire fit la preuve de son inefficacité lorsque le décret fut voté. Le PC sortit alors de son chapeau une alternative à la lutte en prenant l'initiative d'un référendum abrogatif du décret Craxi. Celui-ci se déroula en juin 1985, plus d'un an après la vague de mobilisation de la classe ouvrière. Mais une majorité de 54,3% des suffrages exprimés se prononça pour le maintien de ce texte amputant l'échelle mobile des salaires!

C'était un résultat prévisible: en Italie comme ailleurs, ce n'est pas sur le terrain électoral que les travailleurs sont forts, ni même majoritaires. Toutes sortes de catégories sociales, à

commencer par la masse des petits bourgeois des villes et des champs, peuvent être convaincus, au nom de la compétitivité du pays, qu'il faut payer les travailleurs moins cher. Il n'y a aucune raison d'accepter cette opinion, pas plus qu'il ne serait juste de demander à des propriétaires d'esclaves, contre des esclaves électoralement minoritaires, leur opinion sur le maintien ou non de l'esclavage.

Demander que toutes les catégories sociales, y compris celles bien moins utiles socialement que la classe ouvrière, se prononcent sur les droits des travailleurs s'est alors révélé une impasse. Cette diversion avait été sciemment choisie par les dirigeants de la gauche et des syndicats, car c'était le moyen de désarmer les travailleurs en les dissuadant de mener la lutte, de recourir à la grève, en un mot d'utiliser leurs armes de classe.

ILLUSIONS RÉFORMISTES

En réalité, croire que le Ric pourrait permettre de changer la société en profondeur est une illusion profonde, qui ne diffère d'ailleurs pas des illusions réformistes habituelles. Là où les réformistes traditionnels disent : « Votez pour moi, je m'occuperai de tout », les partisans du Ric disent : « Que les électeurs décident eux-mêmes des lois, et tout ira bien. » Ils commettent au fond la même erreur, du moins pour ceux qui sont de bonne foi : croire que changer des lois suffit à changer la société. Et ils oublient le fait que, dans cette société où les capitalistes tiennent, d'une façon ou d'une autre, tous les rouages dans leurs mains, le problème n'est pas de voter de bonnes lois mais de les faire appliquer.

Pour les travailleurs, qui sont bercés depuis l'âge du biberon par les discours réformistes,

cette confusion est naturelle. Elle fait, pourrait-on dire, partie de la culture politique de toute démocratie bourgeoise. Mais les pseudo-intellectuels et les militants politiques qui théorisent le Ric ne peuvent pas ou ne devraient pas pouvoir l'ignorer : l'État, dans son ensemble, est un État bourgeois, il est aux mains de la bourgeoisie. L'État, ce n'est pas seulement un Parlement qui édicte des lois et un gouvernement qui les exécute. C'est un appareil, formé en particulier d'une police, d'une armée, d'une justice, de hauts fonctionnaires, qui décide ou pas d'appliquer la loi. Faut-il rappeler combien de lois, bonnes dans l'intention, n'ont tout simplement jamais été appliquées, parce qu'elles nécessiteraient de s'en prendre aux intérêts directs du grand patronat ? Pour ne prendre qu'un exemple, il y a bien une loi imposant le droit au logement dans ce pays, depuis fort longtemps. Mais y a-t-il moins de SDF pour autant ? Et faut-il rappeler, pour illustrer à quel point la croyance en la loi est absurde, que la loi des lois, c'est-à-dire la Constitution, déclare à l'article 1^{er} que « la France assure l'égalité de tous les citoyens sans distinction d'origine », et que « sa devise est liberté, égalité, fraternité » ?

On peut écrire les meilleures lois du monde : cela ne changera pas la situation des classes laborieuses tant que la classe capitaliste gardera sa mainmise sur l'ensemble de la société, usines, banques, médias, circuits de distribution... C'est précisément le fait que la classe capitaliste possède en propre tous les moyens de production de la société qui lui donne un pouvoir absolu sur la population, du moins tant que celle-ci n'est pas décidée à s'y opposer par la force.

Aucun référendum, fût-il d'initiative citoyenne, ne suffira à changer cet état de fait.

Si les Ric devaient être institués, la bourgeoisie pourrait fort bien s'en accommoder, tant qu'il ne s'agirait que de faire voter des lois qui ne lui font pas de mal ; elle pourrait même s'en servir contre le monde du travail, comme dans le cas du référendum italien que nous avons cité. Mais si, demain, un référendum instituait une loi interdisant les licenciements ou doublant les salaires, croire que la bourgeoisie s'exécuterait en s'inclinant poliment devant la souveraineté populaire, sans qu'existe aucun autre rapport de force, serait aller vers des désillusions : pour faire appliquer des mesures favorables au monde du travail, ce ne sont pas des lois qu'il faudra, c'est la mobilisation explosive de millions de travailleurs. L'histoire a bien souvent montré que la bourgeoisie ne s'accommode de la démocratie que tant que celle-ci lui permet d'exercer librement son pouvoir. Quand ce n'est plus le cas, elle sait s'en passer, et elle a les moyens politiques et militaires pour cela.

Cela veut dire que la bourgeoisie ne pourra reculer, voire être vaincue, que lorsque la classe qui lui fait face, le prolétariat, sera déterminée à se battre et à lui disputer le pouvoir ; quand elle se posera la question d'arracher au grand capital la propriété des usines et des banques ; quand, pour reprendre encore une expression de Marx, elle « s'organisera en classe dominante ».

UN DISCOURS QUI IGNORE VOLONTAIREMENT LES CLASSES SOCIALES

Dans le langage des partis et tendances qui défendent le Ric, les classes sociales sont totalement absentes : le peuple, les citoyens, les électeurs sont opposés aux « élites », qui sont indifféremment les élus, les ministres, les juges, les riches. Les capitalistes, le grand pa-

tronat qui tire les ficelles, ne sont jamais nommés, ce qui va dans le sens du préjugé, largement répandu parmi les gilets jaunes, selon lequel l'homme à abattre, le responsable de tous les maux, c'est Macron. Mais, tant que la colère des classes populaires ne sera tournée que contre Macron ou l'un de ses semblables, les capitalistes n'auront pas de souci à se faire.

Si les députés étaient tirés au sort, au hasard, et si les citoyens étaient appelés à voter eux-mêmes les lois, en quoi cela les rendrait-il plus conscients des rapports de classes et des intérêts de la classe ouvrière? Dans un pays où l'écrasante majorité des médias, par exemple, appartient à des groupes capitalistes privés, il est évident que ce sont ces derniers qui exercent une influence décisive sur l'opinion publique. En dehors d'une période révolutionnaire, où les consciences évoluent extrêmement rapidement, les électeurs participant au Ric seraient, comme aujourd'hui, soumis à toute la boue réactionnaire et à tous les préjugés déversés par les médias, les intellectuels de la bourgeoisie, l'idéologie et les partis dominants, fussent-ils les plus réactionnaires... avec à la clé des décisions qui n'iraient pas automatiquement, et c'est un euphémisme, dans le sens du progrès.

La démocratie n'est pas suspendue en l'air : Marx a montré depuis bien longtemps le poids de l'idéologie dominante dans toute société de classe, c'est-à-dire le fait que ce sont les idées de la classe dominante, aujourd'hui la bourgeoisie, qui irriguent toute la société. De même qu'avant la Révolution française les serfs ne pouvaient

pas imaginer une société sans roi, sans dieu et sans seigneurs, parce qu'ils étaient convaincus que ce système était l'ordre naturel des choses, de même aujourd'hui l'écrasante majorité des travailleurs estiment qu'il y aura toujours des riches et des pauvres, qu'il faut bien des patrons pour diriger l'économie, que le patronat n'a pas les moyens d'augmenter les salaires, ou voient les travailleurs étrangers comme des concurrents et non des frères de classe. Ce n'est que dans les périodes de profonde remontée des luttes, et surtout dans les périodes révolutionnaires, que l'opinion publique ouvrière évoluera en profondeur et se débarrassera des préjugés et des œillères hérités de deux siècles de domination bourgeoise sur la société.

S'ATTAQUER À LA BOURGEOISIE

Il est frappant de constater que c'est précisément pendant un mouvement de contestation qui a réussi à faire reculer un gouvernement, pour la première fois depuis des années, que des militants mettent en avant une idée politique qui, précisément, gomme toute notion de rapport de force entre les classes sociales. Quand il s'agit de militants organisés, leur projet est probablement de ramener les participants au mouvement des gilets jaunes de la contestation de rue vers les rivages des urnes, plus rassurants pour la bourgeoisie. C'est en cela que la revendication du Ric, pour démocratique qu'elle soit, est à combattre par les militants révolutionnaires, parce que c'est une voie de garage, sans issue, pour les classes

populaires.

Il n'est pas besoin de faire de grandes théories pour réinventer une forme d'État où la population travailleuse est réellement aux commandes. La Commune de Paris, en 1871, l'a déjà inventée depuis longtemps, en mettant en place la révocabilité des élus à tout instant, un salaire ouvrier pour tout élu, le remplacement de l'armée permanente par la population en armes, et le contrôle permanent de la population sur ses élus. La révolution russe, en 1917, a installé un tel État ouvrier à une tout autre échelle. Instaurer un tel État signifie que les travailleurs prennent le pouvoir, c'est-à-dire qu'ils l'arrachent aux capitalistes. C'est cela que les marxistes appellent la dictature du prolétariat, c'est-à-dire une forme d'État où l'immense majorité de la population, ceux qui n'ont que leurs bras ou leur cerveau pour gagner leur vie, ceux qui n'exploitent personne, impose sa volonté et ses intérêts à l'infime minorité capitaliste. C'est une référence dont nous continuons à nous revendiquer fièrement.

Mais, même dans une période qui n'a rien de révolutionnaire, comme c'est le cas aujourd'hui, il est indispensable de militer pour développer justement la conscience de classe des travailleurs, de chercher inlassablement à les convaincre que les politiciens en place ne sont que les masques derrière lesquels se cache la grande bourgeoisie, et que c'est à celle-ci, et non à ses valets politiques, qu'il faut s'attaquer pour obtenir les mesures vitales nécessaires au monde du travail... et pour, demain, changer vraiment le monde.

20 janvier 2019



Grande-Bretagne: le chaos du Brexit

À l'heure où nous écrivons, les écrans des grandes chaînes d'information britanniques continuent à afficher imperturbablement le compte à rebours du Brexit. Officiellement, il n'est pas question de reculer sa date d'une minute: l'adhésion de la Grande-Bretagne à l'Union européenne (UE) prendra fin le 29 mars prochain à minuit, comme l'avait décidé la Chambre des communes le 1^{er} février 2017, en votant à 80 % pour le déclenchement de la procédure de retrait de l'UE prévue par l'article 50 du traité de Lisbonne.

Et pourtant, plus on se rapprochait de cette échéance et plus les institutions politiques britanniques se sont progressivement enlisées dans une paralysie dont il est bien difficile de prévoir l'issue aujourd'hui. Or cette paralysie bloque l'adoption par ces institutions de l'accord de divorce entre la Grande-Bretagne et l'UE, accord qui a pour objet non seulement de codifier les modalités du Brexit lui-même, mais surtout de préparer le terrain à d'autres négociations, bien plus importantes encore du point de vue des grandes entreprises concernées, puisqu'elles devront déterminer les règles gouvernant les futures relations commerciales entre les deux parties.

Face à la levée de boucliers déclenchée dans la classe politique britannique par la publication de cet accord en novembre dernier, la Première ministre conservatrice, Theresa May, avait dû renoncer à son projet initial de le soumettre au vote du Parlement le 11 décembre. Après un mois passé à cajoler les uns et à menacer les autres, dans l'espoir de collecter une à une les voix qui lui manquaient, May a fina-

lement tenté sa chance. Mais avec quel résultat! Les 14 et 15 janvier, elle réussissait un tour de force: tout en parvenant à déjouer (de peu, il est vrai) une motion de censure déposée par l'opposition travailliste, elle voyait son accord de divorce repoussé à la majorité des deux tiers! Une Première ministre supposée jouir de la confiance de la Chambre des communes s'était montrée incapable de faire adopter la pièce maîtresse de sa politique par la même Chambre: jamais on n'avait vu une telle aberration dans l'histoire du bipartisme britannique!

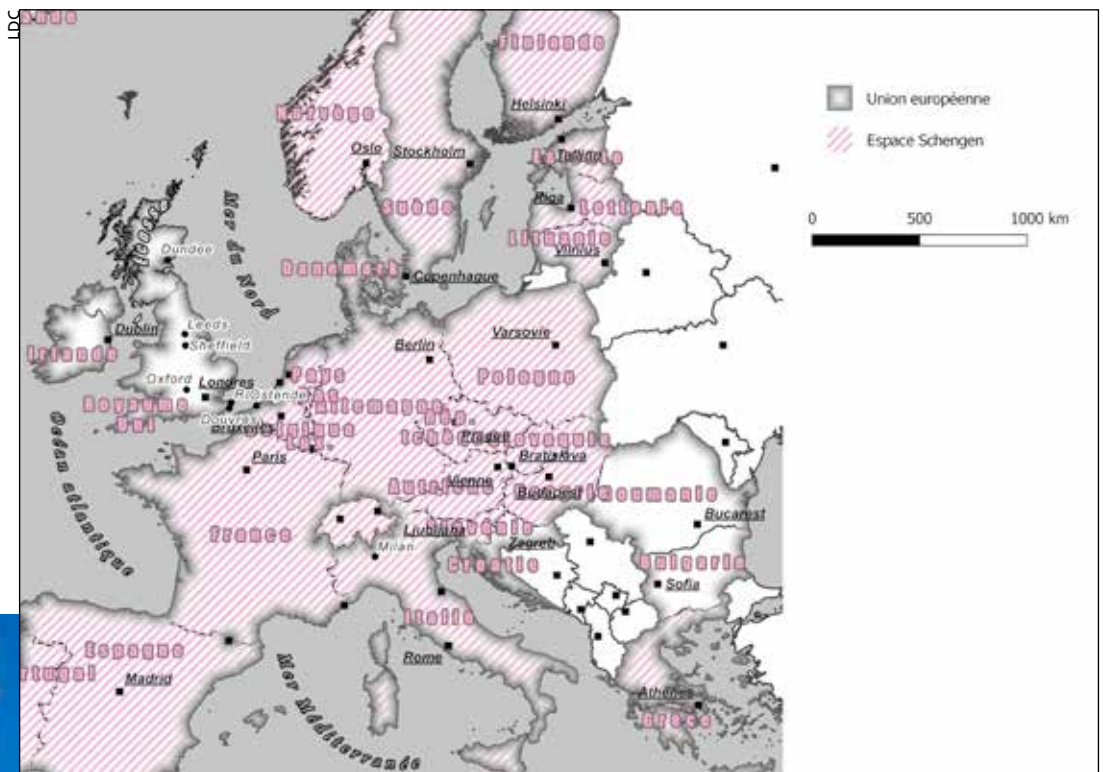
Sans doute, le fait que les péripéties du Brexit paraissent coïncider avec les à-coups d'une crise politique sous-jacente, au sein des institutions politiques de la bourgeoisie britannique, n'a-t-il rien de nouveau, ni d'étonnant en soi. C'est en fait à cela que se résume toute l'histoire du Brexit, tant son ascension fulgurante au devant de la scène politique, en surfant sur l'amertume profonde créée dans toute une partie de l'électorat par la politique des grands partis face à la crise financière, que sa victoire inattendue lors du référendum de juin 2016 ou

que la longue série de coups de théâtre qui ont marqué les vingt mois de négociations d'où est sorti le fameux accord de divorce de Theresa May.

Mais, du coup, au vu de la paralysie dans laquelle se trouvent prises les institutions politiques britanniques, se trouve posée la question de savoir quelle forme prendra le Brexit, et même s'il aura finalement vraiment lieu et, en tout cas, à quelle échéance. Seul l'avenir répondra à cette question. Mais quelle que soit la réponse qui y sera donnée, ce dont on peut être sûr en considérant l'évolution de la situation de la classe ouvrière depuis que le processus du Brexit a été enclenché, c'est que cette réponse ne lui sera en rien favorable.

LE BREXIT, NÉ DE LA CRISE FINANCIÈRE ET DES SURENCHÈRES DÉMAGOGIQUES

Pour comprendre la nature des forces en jeu derrière le processus du Brexit au stade où il en est aujourd'hui, un bref retour sur le passé est indispensable.



Manifestation anti-Brexit devant le parlement, le 25 mars 2017.
« Et maintenant, comment fait-on pour gagner l'Eurovision ? »

CREATIVE COMMONS

Largement marginal jusqu'à la fin des années 1990, l'euroscepticisme a d'abord connu une certaine résurgence dans les rangs du Parti conservateur lorsque l'arrivée au pouvoir de Blair, en 1997, priva ce parti d'une partie importante de son aile la moins réactionnaire. Du coup, ce fut sa droite eurosceptique qui se trouva propulsée à la direction du parti, dont elle occupa l'essentiel des postes jusqu'à la défaite des travaillistes, aux élections de 2010.

Le nouveau gouvernement alors formé par David Cameron garda les vieilles recettes. Se lançant dans une brutale politique antiouvrière face à la crise, il l'accompagna de campagnes démagogiques accusant les « déficits extravagants » des États membres de l'UE de déstabiliser une économie britannique qui, selon lui, était parfaitement capable de résister à la crise financière. De la même façon, les travailleurs immigrés, particulièrement ceux venus de l'UE dans le cadre de la liberté de mouvement, furent accusés d'imposer un « fardeau insupportable » aux services publics britanniques, alors que ceux-ci souffraient avant tout de misère chronique. Pour faire bonne mesure, Theresa May, alors ministre de l'Intérieur de Cameron, prit tout un ensemble de mesures aussi odieuses que discriminatoires destinées, pour reprendre le langage officiel, à « créer un environnement hostile » contre les travailleurs étrangers.

Il ne fallut pas attendre longtemps pour que cette politique porte ses fruits empoisonnés. Lors des élections européennes de mai 2014, une obscure scission eurosceptique du Parti conservateur, le Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni, UKIP, arriva en tête de tous les partis, avec 27,5 % des voix, en axant sa campagne sur le retrait immédiat de la

Grande-Bretagne de l'UE.

Mais pour hisser le Brexit sur la scène politique, il fallut que le succès électoral de UKIP déclenche une véritable panique dans les rangs conservateurs, dont les députés se mirent à craindre pour leurs sièges. Considérablement renforcée par ces craintes, la droite eurosceptique du Parti conservateur se lança dans une vigoureuse campagne exigeant que l'UE se réforme et que, dans le cas contraire, un référendum sur le Brexit soit organisé.

Espérant ramener l'ordre dans son propre parti, David Cameron céda à ces pressions. Il annonça de nouvelles négociations avec l'UE et promit d'exiger que les travailleurs de l'UE ayant moins de cinq ans de résidence avérés puissent être privés de prestations sociales (soins médicaux et allocations chômage ou familiales, en particulier). Moyennant quoi, Cameron annonça l'organisation d'un référendum sur l'appartenance à cette UE dûment réformée et son intention d'appeler à y voter en faveur du maintien dans l'UE.

Lors d'une discussion privée avec le Premier ministre néerlandais de l'époque, Cameron lui aurait dit que ce référendum n'était pour lui qu'une « affaire de discipline interne à son parti ». Mais une partie de l'électorat prit pour argent comptant la promesse des eurosceptiques du Parti conservateur d'augmenter massivement le budget de la Santé dès lors que la Grande-Bretagne « n'aurait plus à financer l'UE » et leurs avertissements d'une invasion imminente de réfugiés si elle restait dans l'UE. Et ces mensonges nauséabonds passèrent d'autant mieux que Cameron les avait accrédités par toute sa politique au cours des années précédentes. En même temps, une autre partie de l'électorat, surtout populaire celle-là, crut pouvoir utiliser le

vote pour le Brexit comme un vote de censure envers les deux grands partis.

Le résultat est connu : le Brexit passa, bien que de peu, avec le soutien de 37 % des électeurs inscrits. Mais cela suffit à ce que l'essentiel de la classe politique en fasse, avec un bel ensemble, l'expression de la volonté du peuple qu'il fallait à tout prix respecter, au nom de la démocratie, malgré toute la puanteur raciste et réactionnaire qui s'en dégageait.

VINGT MOIS DE NÉGOCIATIONS... AVEC LES FACTIONS DU PARTI CONSERVATEUR

Après le référendum et la démission peu glorieuse de Cameron, la bourgeoisie britannique (et celle des grands trusts internationaux qui ont fait de la Grande-Bretagne la tête de pont de leur dispositif de production et/ou de commercialisation dans le Marché unique) se trouva dans une situation à laquelle elle ne s'attendait pas du tout et qu'elle n'avait jamais voulue.

Mais, après tout, la bourgeoisie ne choisit pas directement son personnel politique ni surtout les détails de leur politique. Et puis pourquoi les larbins de la bourgeoisie dans les allées du pouvoir se montreraient-ils moins avides de gain et de pouvoir, moins irresponsables, moins susceptibles de générer le chaos autour d'eux par leurs rivalités, que leurs maîtres ? Sans doute la bourgeoisie dispose-t-elle de tout un système d'institutions politiques, éducatives, étatiques, dont le rôle est d'effectuer la formation et la sélection de ceux qui la serviront, voire de les cadrer. Et pour l'essentiel, c'est un système qui marche, sauf quand il y a des ratés. Et, de toute évidence, aux yeux des bourgeois concernés, le référendum sur le Brexit en a bien été un !

Une fois ce raté constaté, le problème de la bourgeoisie fut de trouver rapidement une équipe politique capable, sinon de réparer les dégâts, en tout cas de les limiter. Ce fut le rôle assigné au duo Theresa May-Philip Hammond. Comme la plupart des poids lourds du Parti conservateur, ils avaient appelé à voter pour le maintien dans l'UE. Ils avaient à leur actif de longs et loyaux services dans divers ministères et étaient considérés par les hommes de la City de Londres comme des « paires de mains sûres », pour reprendre l'expression utilisée à l'époque par un éditorialiste du grand quotidien d'affaires *Financial Times*. Hammond était considéré comme un technicien, très lié aux milieux de hauts fonctionnaires qui joueraient le premier rôle dans les négociations avec l'UE. Quant à May, la brutalité de sa politique anti-immigrée lorsqu'elle était au ministère de l'Intérieur lui garantissait la sympathie de la droite eurosceptique, au moins dans un premier temps.

Cela étant, le problème que Cameron avait espéré régler au sein de son parti, avec le référendum, ne l'avait pas été. Bien au contraire. Non seulement le résultat du référendum avait renforcé l'audace et les ambitions des membres de la droite eurosceptique, mais il l'avait fait éclater en une multitude de factions plus ou moins rivales. À cette multiplication des factions eurosceptiques, était venu s'ajouter un nombre croissant de factions qui se disaient soit adversaires du Brexit, soit porteuses de leur propre version originale d'un Brexit plus ou moins doux. Au moindre prétexte, c'était la foire d'empoigne entre ces factions avides de postes qui se faisaient rares. Et chaque incident dans les négociations leur offrait un tel prétexte.

Si les négociations avec l'UE durèrent vingt mois, May pas-

sa finalement beaucoup plus de temps à négocier avec les factions de son parti, pour obtenir, sinon leur soutien, au moins qu'elles ne joignent pas leur voix à la cacophonie générale. Comme les factions eurosceptiques étaient les plus virulentes, c'est à elles que May fit le plus de concessions, en particulier sous la forme de portefeuilles, souvent de premier plan. Mais du même coup, elle leur offrit une plateforme propice aux coups médiatiques et autres démissions spectaculaires aux moments les plus inopportuns. Avec près d'une trentaine de ministres démissionnaires en dix-huit mois, sans compter ceux qui furent remerciés sans cérémonie pour avoir abusé un peu trop ostensiblement de leur position, le gouvernement May détient là aussi une espèce de record, dont elle se serait sans doute bien passée. Et les choses ne sont pas près de s'arrêter là puisque, après la débâcle qu'elle a enregistrée le 14 janvier, une vingtaine de membres de son gouvernement ont fait savoir à May qu'ils démissionneraient en bloc si elle essayait de leur imposer une quelconque discipline de vote dans les semaines à venir !

L'ACCORD DE DIVORCE DE MAY ET LES INTÉRÊTS DU CAPITAL

Tel est donc le contexte de crise permanente qui a servi de toile de fond à l'élaboration de l'accord de divorce que May cherche à faire adopter au Parlement.

Tel qu'il est, cet accord correspond probablement à ce que May pouvait obtenir de mieux du point de vue des intérêts du capital (tant britannique qu'européen, d'ailleurs) sans risquer de provoquer une scission ouverte dans les rangs de son parti. Il offre aux grandes entreprises le maintien des avantages dont elles bénéfi-



Theresa May et Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne.

ciaient dans le cadre de l'appartenance à l'UE pendant une période de transition de quinze mois qui prendrait fin à l'été 2020, pendant lesquelles toutes les réglementations en vigueur sur la libre circulation des marchandises, des capitaux et des personnes continueraient à s'appliquer.

Pendant cette période de transition se dérouleraient les vraies négociations du Brexit, celles portant sur les relations commerciales futures entre la Grande-Bretagne et l'UE. Mais là commencent les problèmes les plus épineux, comme par exemple celui des services financiers britanniques.

À l'heure actuelle, pour des raisons historiques liées au fait que la City de Londres est la principale plateforme financière européenne utilisée par les grandes banques et fonds de placement américains, l'écrasante majorité des transactions financières en euros passent, à un moment où un autre, par un intermédiaire financier basé à Londres. Tant que les établissements financiers britanniques étaient placés sous le contrôle des autorités de réglementation financière de l'UE, cela ne posait pas de problème majeur. Mais à partir du moment où la

Grande-Bretagne cesse de reconnaître les réglementations européennes et les autorités chargées de les faire appliquer, les dirigeants de l'UE voient là une anomalie et un précédent dangereux.

À moins bien sûr que, comme il a été suggéré en passant, la Grande-Bretagne s'engage à copier telles quelles une partie des réglementations financières européennes, tant présentes que futures, et reconnaisse l'autorité d'un organisme chargé d'arbitrer les différends qui pourraient se faire jour. Or le simple fait d'envisager une telle solution a déclenché une telle tempête d'indignation parmi les factions eurosceptiques que le gouvernement May a dû nier avec la dernière énergie avoir jamais eu pareille idée. Or, parmi les promoteurs de cette proposition, se trouvaient entre autres des représentants de la BBA, la puissante association des banques britanniques.

Et le problème des services financiers n'est qu'un problème parmi beaucoup d'autres qui résulteront du fait de vouloir à la fois maintenir en place le maximum des liens économiques existant entre la Grande-Bretagne et l'UE, ce que souhaite la bourgeoisie, et supprimer les cadres qui leur permettaient de fonctionner sans à-coups ni goulots d'étranglement.

Autant dire que ces négociations sur les relations commerciales futures risquent de prendre beaucoup de temps et, en tout cas, beaucoup plus que quinze mois. Et c'est pourquoi, pour prendre ce risque en compte tout en minimisant les conséquences qu'il pourrait avoir pour les entreprises, l'accord de divorce prévoit la possibilité pour les deux parties de décider d'un commun accord de procéder à une ou plusieurs prolongations de la période de transition, jusqu'à ce que soient terminées les négociations commerciales. D'où, bien

sûr, une nouvelle raison pour les eurosceptiques de pousser des cris d'orfraie en accusant May de laisser l'UE prendre la Grande-Bretagne en otage, en l'enfermant dans une situation dont elle ne pourrait jamais sortir.

LES PARTISANS DE LA RUPTURE PURE ET SIMPLE

C'est principalement pour cette raison que l'accord de divorce de May est la pire des solutions aux yeux de toutes les factions eurosceptiques, parce qu'elle ne redonne pas à la Grande-Bretagne une totale liberté d'action dès le premier jour de sa sortie de l'UE. Sous une forme ou une autre, toutes ces factions se prononcent donc pour quitter l'UE sans accord de divorce sur la base d'un Brexit dur, c'est-à-dire d'une rupture pure et simple, quitte à négocier plus tard une normalisation des relations commerciales avec l'UE, mais sur une base et à un moment choisis par la Grande-Bretagne. Et bien sûr, ils se font fort de réaliser ce tour de force sans avoir à régler le solde de tout compte correspondant aux engagements financiers à long terme pris par la Grande-Bretagne pendant les décennies où elle a fait partie de l'UE, solde qui, lui, est inscrit dans l'accord de divorce.

De toute évidence, il s'agit bien plus d'une posture que d'une politique. Après tout, on voit mal pourquoi l'UE consentirait à la moindre négociation commerciale avec un État qui n'honorerait pas ses dettes. Mais peu importe aux partisans du Brexit dur car, pour eux, ce qui importe vraiment, ce sont les élans de démagogie oratoire auxquels ils peuvent s'adonner.

En particulier, selon ces nostalgiques de l'Empire, un divorce sans accord permettrait au pays, enfin libéré de la tu-

telle européenne, de retrouver son rang de grande puissance et de voguer avec succès sur l'océan de la mondialisation. C'est ainsi que le ministre de la Défense, Gavin Williamson, estime que, grâce au Brexit, la Grande-Bretagne pourrait redevenir un « véritable acteur mondial » en ouvrant de nouvelles bases militaires outre-mer, en Extrême-Orient et dans les Caraïbes. Ces rodomontades tiennent du fantasme. Dans le monde réel, le ministre de Williamson en est à se battre les flancs pour payer ses factures, et en particulier celle des 36 milliards d'euros que coûtera, selon ses dernières estimations, le renouvellement en cours du système britannique de sous-marins et missiles nucléaires basé en Ecosse. Alors, de là à aller financer de nouvelles bases militaires britanniques aux quatre coins du monde !

Dans la même veine néocoloniale, le ministre des Affaires étrangères, Jeremy Hunt, a repris à son compte l'une des idées avancées par bien d'autres partisans du Brexit avant lui, celle de faire de la Grande-Bretagne le « Singapour de l'Europe ». Ce à quoi ces braves gens pensent, s'agissant de Singapour, c'est le fait que les riches n'y paient pas d'impôt sur les plus-values financières ni sur l'héritage ; que les entreprises y paient un impôt de 17% sur les bénéfices qu'elles réalisent sur place, mais aucun impôt sur ceux réalisés à l'étranger ; que la majorité de la classe ouvrière y est constituée de travailleurs immigrés dont les contrats de travail peuvent être révoqués à tout moment par leur employeur, entraînant leur expulsion automatique du pays ; et qu'enfin, les seuls syndicats qui y sont autorisés sont des organismes dont les postes dirigeants sont occupés par des membres du parti unique, au pouvoir depuis 56 ans. Bref, un vrai modèle de démocratie

pour la population laborieuse, tout à fait conforme à l'héritage qu'y a laissé l'ancien colonisateur britannique !

Les délires des partisans du Brexit dur ne seraient que risibles si, derrière leur rhétorique néo-impériale, ils ne cherchaient pas, au fond, à accréditer une illusion dangereuse pour la classe ouvrière : l'idée qu'en perdant leur accès libre à l'immense marché de l'UE, les grandes entreprises britanniques pourraient combler la baisse de leurs profits autrement que par une aggravation brutale de l'exploitation des travailleurs et une réduction tout aussi brutale de l'ensemble des dépenses sociales.

VERS UN FRONT UNIQUE DES ADVERSAIRES D'UN BREXIT DUR ?

Le problème de May aujourd'hui est que, quoi qu'elle fasse, elle ne peut que se heurter à une opposition d'autant plus hystérique de la part des factions eurosceptiques que celles-ci n'ont pas d'autre but que de la forcer à laisser sa place. Toute la saga du Brexit l'a montré : plus May leur a cédé de terrain et moins elles se sont montrées disposées à faire la moindre concession. Du coup, sa liberté de manœuvre se rétrécit à vue d'œil et, tout en restant aussi droite dans ses bottes qu'elle le peut sur la question de l'échéance du Brexit elle-même, pour ne pas prêter le flanc aux attaques des eurosceptiques, elle a commencé à rechercher des appuis dans des secteurs pour le moins inhabituels.

C'est ainsi que, pour la première fois depuis le retour des conservateurs au pouvoir en 2010, May vient de rencontrer les leaders de la centrale syndicale TUC et des trois plus grands syndicats du pays, tous partisans d'une solution à la crise qui, sous une forme ou

une autre, maintiendrait la Grande-Bretagne dans l'union douanière européenne. Cette première prise de contact n'a eu aucune suite à l'heure où nous écrivons, mais elle témoigne à l'évidence de la situation de faiblesse dans laquelle se trouve May.

Entre-temps, une série d'initiatives ont été mises en place par des groupes de députés appartenant aux divers partis représentés au Parlement. Leur objectif commun est d'utiliser des artifices de procédure pour contraindre le gouvernement à permettre un débat sur les diverses sorties de crise possibles et, si possible, un vote des parlementaires sur ces options. Légalement, ces votes ne pourront avoir qu'une valeur indicative, sans que leur résultat impose au gouvernement de changer de politique. Mais ceux qui en prennent l'initiative semblent penser que l'accumulation de ces votes contre la politique du gouvernement pourrait contraindre May à prendre d'elle-même l'initiative de demander à l'UE une prolongation des délais prévus par l'article 50, et donc le report de la date officielle du Brexit, et cela pour des raisons en quelque sorte techniques, et donc non politiques, puisque le but de ce report serait de permettre au Parlement de débattre des diverses options en présence.

Parmi les groupements qui sont derrière ces initiatives, certains avancent déjà depuis un certain temps la nécessité de faire appel à l'électorat pour régler ce problème du Brexit qui paralyse les institutions, en organisant un nouveau référendum portant à la fois sur la question du départ ou non de l'UE, et sur la forme d'un départ éventuel. Parmi les forces qui soutiennent cette idée d'un nouveau vote du peuple, il faut en particulier noter le Medef britannique, le CBI, ainsi que toute la grande presse financière.

Tous invoquent d'ailleurs les mêmes arguments : d'une part le fait qu'aujourd'hui l'électorat est bien mieux en mesure de juger des conséquences réelles du Brexit, et d'autre part le fait que la paralysie parlementaire a assez duré et devient dangereuse pour l'économie.

LE PATRONAT PRÊT POUR LE BREXIT PRÉSENTE DÉJÀ LA NOTE À LA CLASSE OUVRIÈRE

Cela étant, quelle que soit l'issue des débats et des votes autour du Brexit, les grandes entreprises opérant à partir du territoire britannique ont couvert leurs arrières. La plupart ont donc déjà restructuré leurs activités bien avant les dégâts anticipés du Brexit. Les grandes banques de la City ont ouvert des bureaux en Europe. Et la Bourse de Londres a commencé à transférer vers Milan ses plateformes de cotation des obligations émises par des pays et entreprises européennes. Cela privera peut-être Londres de quelques-unes de ses activités traditionnelles, mais la Bourse de Londres continuera à toucher sa part des frais de cotation, via sa filiale de Milan.

Il en va de même de la plupart des grandes entreprises, britanniques ou internationales, dont le quartier général pour l'Europe avait été implanté en Grande-Bretagne. Et chacune des grandes capitales européennes en est à dénombrer fièrement le nombre d'entreprises étrangères qui seraient ainsi en train de s'implanter sur leur territoire, même s'il ne s'agit encore, dans bien des cas, que d'un transfert d'adresse et de domiciliation fiscale, plutôt que d'activités, sans même parler d'investissements ou de créations d'emplois !

Mais, bien avant que quiconque puisse dire quelles seront réellement les consé-



Des travailleurs européens, employés dans une exploitation du Lincolnshire, en avril 2018.

quences du Brexit, les travailleurs en paient déjà la facture. C'est vrai dans l'industrie automobile où, de Ford à BMW en passant par Jaguar Land Rover, tous les constructeurs ont mis en place du chômage technique et des suppressions d'emplois, au nom de l'incertitude causée par le Brexit. Des fermetures d'usines sont également annoncées, à Dundee en Écosse chez Michelin, chez Vauxhall également, et Nissan en brandit la menace.

Dans le secteur de la santé, le tableau n'est pas plus réjouissant. En Angleterre, 11 000 postes sont à pourvoir dans la santé publique. Mais quand l'environnement hostile déjà en vigueur pour les travailleurs étrangers hors-UE va s'étendre aux travailleurs communautaires, le recrutement va se tarir encore. Les milliers de médecins, infirmières et aides-soignantes originaires de l'UE qui font fonctionner les hôpitaux britanniques en savent quelque chose.

L'impact du Brexit dans les services de soins à la personne et les maisons de retraite sera plus grave encore que dans la santé. Le résultat du référendum, en juin 2016, avait déjà

mis fin à l'arrivée, en augmentation constante jusqu'alors, de travailleurs en provenance d'Europe dans les services sociaux. Alors, si la législation sur l'immigration se durcit, comme l'annonce May... Jusqu'à présent, c'est uniquement grâce aux migrants venus d'Europe que les prestataires de services sociaux ont pu faire face à la demande croissante. Comme May jusqu'à présent a refusé tout projet d'accord maintenant la libre circulation des travailleurs, le Brexit risque bien de signifier une pénurie de personnel dramatique dans ce secteur.

LA CLASSE OUVRIÈRE NE POURRA COMPTER QUE SUR SES LUTTES

Parmi les différents scénarios présentés par les uns et les autres comme étant dans l'intérêt national, aucun ne représente une option favorable à la classe ouvrière. Si jamais May ne trouve d'autre issue au chaos actuel qu'un nouveau référendum sur l'appartenance à l'UE, il n'offrira de nouveau aucun choix aux travailleurs, aucune option qui aille dans le sens de

leurs intérêts de classe. Et, de ce point de vue, les champions d'un « bon Brexit » pour les travailleurs, comme le leader travailliste Corbyn, n'offrent pas plus de choix : car quitter l'UE n'est pas synonyme de quitter le capitalisme, ce système à la racine des maux dont souffre la société actuelle.

Alors, il n'y a pas d'enjeu pour les travailleurs dans les empoignades en cours autour du Brexit. Parmi les cliques politiciennes rivales qui s'affrontent, ils n'ont à en soutenir aucune. Le seul camp qu'ils peuvent rejoindre, c'est le leur, celui de leur classe sociale, qui inclut bien sûr tous les travailleurs immigrés. Ce que la classe ouvrière a de mieux à faire aujourd'hui, c'est de se mobiliser et d'unifier ses rangs, par-delà toutes les divisions nationales et corporatistes, afin d'inverser le rapport de force en sa faveur et de défier la dictature du capital. Dans cette société, changer le visage des députés ne change rien pour la classe ouvrière. Un véritable changement ne devient possible que lorsque les capitalistes craignent pour leurs profits.

25 janvier 2019



Signature de l'accord de gouvernement entre le Bloc de gauche (Catarina Martins à gauche) et le Parti socialiste (Antonio Costa à droite).





Portugal: un gouvernement anti-austérité plébiscité par le patronat

Depuis octobre 2015, le Portugal est gouverné par António Costa, chef du Parti socialiste (PS). Minoritaire au Parlement, le PS gouverne avec le soutien, sans participation gouvernementale, des députés du Parti communiste portugais (PCP) et du Bloco de Esquerda (Bloc de gauche), parti formé en 1999 par le regroupement de plusieurs groupes, dont les trotskystes portugais liés au Secrétariat unifié. Aujourd'hui, le Portugal ayant retrouvé un taux de croissance positif, le chômage ayant reculé en même temps que le déficit public, certains présentent la politique du gouvernement portugais comme une «voie de gauche» pour sortir de la crise sans imposer une violente austérité à la population. Il faut un bel aveuglement social pour parler ainsi.

Lors des élections d'octobre 2015, la coalition de droite conduite par Passos Coelho, au pouvoir depuis l'année 2011 où il avait mis en œuvre une politique très dure d'austérité et de réduction des droits des travailleurs, était arrivée en tête mais sans majorité absolue. Le PS, alors dans l'opposition, avait légèrement progressé. Entre-temps, il avait changé de tête pour faire oublier les affaires de corruption de son précédent dirigeant, José Sócrates, et surtout sa responsabilité directe dans l'élaboration de la politique antiouvrière mise en œuvre par la droite. Baisse de 3 à 10 % du salaire des fonctionnaires, passage de la TVA à 23 %, augmentation de l'impôt sur le revenu et de multiples taxes ou tarifs comme celui de l'électricité, baisse des cotisations patronales, suppression des 35 heures pour allonger le temps de travail, suppression de quatre jours de congés pour les salariés, licenciements dans la fonction publique, etc. : toutes ces mesures d'austérité ont été pour l'essentiel conçues en 2010, quand le PS de Sócrates était au pouvoir, avant d'être appliquées puis

durcies par Passos Coelho et la droite. Comme en Grèce à la même époque, ces mesures avaient été prises au nom de la lutte contre le déficit public et le surendettement de l'État, en échange d'un prêt d'urgence de 78 milliards d'euros, sous l'égide de la Troïka (FMI, Union européenne et Banque centrale européenne) mais avec la complicité active du personnel politique portugais, droite et gauche étroitement associées, pour le bonheur du patronat.

ACCORDS AVEC LE PCP ET LE BLOC DE GAUCHE

Mais en 2015, le nouveau chef de file du PS, l'ancien maire de Lisbonne António Costa, craignant sans doute de connaître le sort tragique du Parti socialiste grec, le Pasok, n'a pas voulu apporter les voix de ses députés à Passos Coelho. Il a choisi de négocier des accords politiques avec le Parti communiste et le Bloc de gauche, pour former un gouvernement minoritaire, avec leur soutien au Parlement mais sans participation au gouvernement. Ces deux partis

avaient regroupé 20 % des voix, récupérant une partie des anciens électeurs du PS. Le Bloc avait axé toute sa campagne sur la dénonciation de l'austérité, du diktat de la Troïka et des institutions européennes, réclamant l'annulation de la dette et la sortie de l'euro. Le PS, lui, ne s'était démarqué qu'à la marge du programme de la droite, sans contester la nécessité de réduire le déficit public et réclamant, comme elle, des «assouplissements» du marché du travail. C'est pourtant le Bloc qui prit l'initiative d'un accord avec le PS. Ses dirigeants le présentèrent comme un moyen de mettre le PS face à ses responsabilités, de donner «une réponse d'urgence avec des mesures d'urgence» apportant «une stabilisation de la vie des gens, un soulagement pour les retraités, un redémarrage des salaires, la protection de l'emploi et plus de justice fiscale»¹.

Deux accords séparés furent

1 Francisco Louçã, membre de la direction du Bloc de gauche et du Secrétariat unifié de la IV^e Internationale, dans un article publié dans *Inprecor (revue du Bureau exécutif de la IV^e Internationale)* en décembre 2015.

conclus, l'un avec le Bloc, l'autre avec le PCP. Costa s'engageait à augmenter le salaire minimum de 5 % par an, pour le faire passer de 505 euros brut mensuel (payé sur 14 mois) en 2015 à 600 euros brut mensuel (payé sur 14 mois) en 2019, à cesser le gel des pensions, à rétablir les quatre jours fériés volés par Passos Coelho. Il s'engageait à réduire diverses taxes instaurées les années précédentes, à ne pas réduire les cotisations patronales pour la Sécurité sociale et à abandonner des projets visant à faciliter encore plus les licenciements. Il s'engageait aussi à revenir sur la privatisation amorcée des transports publics de Lisbonne et Porto et de la compagnie aérienne TAP. Dans l'autre sens, il s'engageait vis-à-vis du président de la République à poursuivre la réduction du déficit public, à respecter les engagements pris auprès des créanciers de l'État et à rester dans la zone euro. Ce programme tranchait avec celui mis en avant par le PS quelques semaines plus tôt, pendant la campagne électorale, et avec celui des partis socialistes au pouvoir dans différents pays. Il sonnait agréablement aux oreilles des classes populaires, appauvries par des années d'attaques ininterrompues. Il était pourtant bien modeste, bien moins ambitieux par exemple que celui de Mitterrand en 1981 ou même celui de Hollande en 2012, même si les deux n'ont pas mis longtemps à renier leurs promesses. Formulé dans un contexte de crise, où le patronat et ses mandataires portugais comme européens exigent toujours plus d'austérité, le programme du PS semblait voué à être rapidement piétiné, comme l'avaient été les promesses d'Alexis Tsipras en Grèce quelques mois plus tôt.

Trois ans plus tard, ni le Bloc ni le PCP n'ont retiré leur soutien au gouvernement Costa. Celui-ci se flatte d'avoir tenu

ses promesses et répète: «*Nous avons prouvé qu'il était possible de tourner la page de l'austérité sans sortir de l'euro.*» Qu'en est-il?

UN REDRESSEMENT ÉCONOMIQUE POUR LA BOURGEOISIE

Comme le journal économique français *Les Échos* (1^{er} février 2018) saluant «*le redressement du Portugal, [...] devenu l'une des économies les plus prometteuses d'Europe*», certains économistes peu avertis de superlatifs parlent du «*miracle portugais*». Le taux de chômage officiel est passé de 17,5 % en 2013 à 8 % en février 2018, tandis que le taux de croissance de l'économie avait atteint 2,7 % en 2017, au-dessus de la moyenne européenne. Si la dette publique représente toujours 130 % du PIB, le déficit public annuel est passé sous le seuil des 2 %, malgré la recapitalisation de deux banques menacées de faillite. Le Portugal a été sorti de la procédure de déficit public excessif de l'Union européenne et les agences de notation ont réévalué sa notation. Tous ces résultats ont valu à António Costa, bon élève de la classe euro, les félicitations du commissaire européen Pierre Moscovici!

Pour le patronat, portugais ou étranger, les affaires sont florissantes. Et pas seulement dans le secteur touristique, qui a profité du recul du tourisme en Tunisie et fait flamber les prix de l'immobilier à Lisbonne et Porto. Le Portugal attire des constructeurs ou équipementiers automobiles, comme Renault, PSA, Faurecia, des spécialistes de mécanique de précision pour l'aéronautique ou des constructeurs comme le français Mecachrome ou le Brésilien Embraer, et de multiples start-up comme Farfetch, champion des ventes de luxe en ligne. Des entreprises por-

tugaises exportent vers l'Europe et la Chine ou sous-traitent pour des groupes comme Ikea. Les exportations du Portugal sont passées de 30 % du PIB en 2010 à plus de 40 % en 2018. Le gouvernement Costa est aux petits soins pour les patrons: «*Les services publics de l'emploi cherchent à anticiper, pour savoir de quels effectifs j'aurai besoin d'ici six mois, et avec quelle formation concrète, pour qu'ils puissent adapter leurs modules en fonction de la demande et raccourcir le time to job*», comme le racontait ébahi le patron de l'usine Mecachrome installée à Évora à une journaliste des *Échos*. Mais ce qui attire les patrons, écrivait cette journaliste, c'est «*une main-d'œuvre qualifiée, polyglotte, formée et fiable, dans un environnement culturel et géographique agréable*» et plus encore «*un coût du travail bas avec un smic à 650 euros*» (*Les Échos*, 1^{er} février 2018). Autrement dit, pour les capitalistes, le Portugal offre des travailleurs qualifiés sous-payés, comme dans l'Europe de l'Est ou au Maghreb, mais avec une administration et des infrastructures plus performantes, dans un cadre de vie plus sûr et plus agréable pour les dirigeants des entreprises.

DES MIETTES ET LA PRÉCARITÉ POUR LES TRAVAILLEURS

Pour les travailleurs, le redressement portugais n'a rien d'un miracle. Costa a certes respecté formellement les principaux points de l'accord signé en 2015 avec le Bloc et le PCP. Le salaire minimum a bien été augmenté pour atteindre 600 euros brut par mois (sur 14 mois) au 1^{er} janvier 2019, mais il reste l'un des plus bas en Europe de l'Ouest. Si les fonctionnaires titulaires sont officiellement revenus aux 35 heures en juillet 2016, ils doivent se battre partout pour les faire respecter,



JOSE SENA GOULAO / LUSA

Manifestation ouvrière à Lisbonne contre la précarité, à l'appel de la confédération syndicale CGTP, le 9 juin 2018.

et les contractuels, très nombreux, restent aux 40 heures. En octobre 2017, les fonctionnaires se sont mis en grève pour exiger l'alignement entre les CDD et les CDI, la titularisation des contractuels et des augmentations de salaire. Leurs salaires ont perdu 14% depuis 2009. En mars 2018, les enseignants ont fait quatre jours de grève pour exiger la restitution complète de leur ancienneté, gelée depuis plus de neuf ans. Pendant plusieurs mois au printemps, les travailleurs de la santé ont fait grève pour des augmentations de salaire de 150 euros, l'embauche en CDI et le retour réel aux 35 heures. Costa avait promis de titulariser les précaires employés par l'État, mais ils ne le sont qu'au compte-gouttes et doivent se battre contre les blocages de toute sorte. Pour les anciens, les pensions de retraite ont été réévaluées mais elles restent misérables : 275 euros par mois pour le minimum vieillesse. Un

Portugais sur trois vit en dessous du seuil de pauvreté.

S'il est indiscutable que le taux de chômage a sensiblement baissé, c'est d'abord parce que la population active a fortement diminué suite à l'émigration massive de sa jeunesse. Sur les 10 millions d'habitants, dont moins de 5,6 millions d'actifs, depuis 2009 plus de 100 000 jeunes, souvent diplômés, quittent le Portugal chaque année. En août dernier, Costa a annoncé qu'il offrirait une réduction de la moitié de leur impôt sur le revenu à ceux qui accepteraient de revenir s'installer au Portugal. Par ailleurs, les emplois créés sont, plus encore qu'en France, des emplois précaires et sous-payés.

Costa a maintenu les pires dispositions de la loi sur le travail instaurée en 2012, qui aggravait la flexibilité et facilitait les licenciements. En particulier, cette loi avait étendu le statut des *recidos verdes*, une version portugaise de l'au-

toentrepreneur qui doit payer lui-même ses cotisations et dont le contrat peut être rompu du jour au lendemain sans préavis, car c'est un contrat commercial entre deux entreprises, et pas un contrat de travail. Malgré quelques changements dans la réglementation, Costa n'a rien fait pour imposer réellement aux patrons de transformer en CDI les multiples contrats abusifs de type *recidos verdes*. Il s'est fermement opposé à ses alliés du PCP ou du Bloc quand ils ont tenté de modifier la loi sur le travail, trouvant sur ces questions le soutien des députés de la droite. Quand ces débats ont eu lieu au Parlement, provoquant début 2018 une petite crise politique, Saraiva, l'actuel président la Confédération de l'industrie portugaise, et Van Zeller, son prédécesseur, ont rendu hommage à Costa car, « dans ces discussions, il ne s'est pas laissé emballer par le gauchisme du Bloc » et « il n'a pas voulu céder davantage au PCP et

aux syndicats ».

Confronté à la grève du personnel des hôpitaux, qui ne se contentait plus de bonnes paroles, Costa a de nouveau manœuvré. Refusant d'augmenter le budget de la santé en utilisant les fonds structurels européens, comme le réclamaient le PCP et le Bloc, il a négocié et obtenu le soutien des députés de la droite pour faire passer ses réformes. Comme l'a déclaré avec admiration dans la presse le patron de la chaîne portugaise de supermarchés, Pingo Doce : « [Costa] a une capacité de négociation, construction de consensus, peut-être unique au Portugal en ce moment. »

L'HOMMAGE DU PATRONAT À COSTA

Ces hommages répétés des hommes du patronat au Premier ministre portugais suffisent à juger la politique de Costa. Le soutien du PCP et du Bloc à ce gouvernement PS, présenté par leurs défenseurs comme un moyen « d'améliorer les conditions des travailleurs et de faire un pas en rupture avec la politique d'austérité menée par les gouvernements précédents »², lui a surtout donné un état de grâce pendant deux ou trois ans. Ce soutien lui a permis de faire oublier la politique passée de son parti et de faire patienter les classes populaires avec quelques mesures concrètes et beaucoup de promesses. Pendant ce temps, il a profité d'une situation économique particulière, sans attaques spéculatives des marchés financiers à la différence de la Grèce de 2010 à 2015, pour permettre au patronat d'utiliser à fond les réformes antiouvrières instaurées par ses prédécesseurs. En faisant du Portugal une zone économique attractive, avec

des travailleurs qualifiés mais précaires et sous-payés, il a profité de la reprise économique pour réduire le chômage et alimenter davantage les caisses publiques. Mais c'est le patronat qui profite de la réduction du déficit budgétaire comme de l'embellie économique.

Au moment où les discussions parlementaires sur la réforme de la loi sur la flexibilité du travail provoquaient une crise entre le PS et ses alliés, Saraiva, le patron des patrons, espérait que « la législature tienne jusqu'à la fin, mais que le PS réussisse à se libérer, car il est trop souvent soumis à la gauche ». Il ajoutait : « S'il fait ce qu'il doit, le PS aura des conditions uniques pour moins dépendre de ces deux partis dans un futur proche ». Autrement dit, les représentants du patronat portugais ne souhaitent pas pour l'an prochain le retour au pouvoir de la droite, mais une majorité absolue pour le PS car, disent-ils, « les gouvernements du PS ont toujours été les meilleurs pour les entrepreneurs »³.

BLOC DE GAUCHE ET PCP : MOUCHES DU COCHE ET CAUTIONS DE GAUCHE

Dans le numéro de l'été 2018 de la revue *Inprecor* (revue de la IV^e Internationale qui se revendique de l'héritage trotskyste), trois dirigeants du Bloc de gauche membres de la IV^e Internationale (Maria Manuel Rola, Adriano Campos et Jorge Costa), dont deux sont actuellement députés au Parlement portugais, font un bilan détaillé des trois années du gouvernement Costa qu'ils soutiennent. Ils affirment que c'est « l'expérience la plus importante de la transformation de la gauche portugaise durant les quatre décennies de démocratie au Portugal ». Ils dressent

la liste des avancées sociales, économiques ou sociétales rendues possibles par leur accord, leurs « combats quotidiens » et les batailles politiques, sur le terrain parlementaire ou à travers des campagnes de presse, qu'ils ont menées face au PS, et le plus souvent perdues. On peut certes mettre au crédit du gouvernement Costa et du Bloc de gauche la mise en œuvre, dans un Portugal où l'Église catholique conserve une grande influence, de droits comme la gratuité de l'IVG, l'amélioration des droits des couples homosexuels ou le recours à la PMA, y compris pour des femmes célibataires ou lesbiennes, des droits qui sont en vigueur dans quelques pays et remis en cause dans d'autres.

Sur le terrain économique et social, les dirigeants du Bloc se placent dans la posture de dirigeants syndicaux très fiers d'avoir négocié, et parfois obtenu, des avancées pour les travailleurs, y compris, comble du radicalisme!, en s'appuyant sur des mobilisations collectives. C'est ainsi qu'ils présentent comme « une victoire majeure » une réforme des cotisations des travailleurs précaires indépendants. Que cette réforme soit un progrès pour les jeunes travailleurs précaires, « qui ont été les plus militants cette dernière décennie » selon les trois auteurs, c'est indiscutable. Mais ils le doivent avant tout à leur mobilisation plutôt qu'au bras de fer du Bloc et du PCP avec le PS. Les grèves récentes dans la fonction publique, dont l'une des revendications était justement d'imposer aux directions des administrations et au gouvernement de titulariser plus de 30 000 précaires dans les services publics, montrent que rien n'est acquis sans lutte et sans rapport de force.

Les auteurs de l'article le

2 Article de Léon Crémieux publié le 13 février 2018 sur le site de *l'Anticapitaliste*, le journal du NPA.

3 Francisco Van Zeller, ex-président de la Confédération de l'industrie portugaise au journal *Negocios*, le 2 mars 2018.

savent parfaitement, mais ils retournent cet argument pour justifier leur soutien au PS. Ils écrivent: « *Ce mouvement donne tort à tous ceux qui prétendent que l'accord passé entre les partis de gauche et le PS empêche ou limite le mouvement social. C'est précisément le contraire: comme beaucoup de travailleuses et travailleurs savent que le gouvernement est plus vulnérable à la pression sociale et que les partis de gauche sont leurs alliés, les victoires de leurs mobilisations leur apparaissent possibles.* » Si des travailleurs se sont mis en lutte cette année, c'est d'abord parce qu'ils ne supportent plus leurs salaires dérisoires et la précarité de leur situation, alors que les profits patronaux sont à la hausse, que la croissance économique est positive, que le gouvernement se gargarise d'avoir contenu le déficit public. Et s'ils ont été patients durant les deux premières années du gouvernement Costa, c'est aussi parce que les chefs de la gauche, ceux du Bloc et du PCP, ont présenté ce gouvernement comme un allié des travailleurs. Quant à « *la vulnérabilité de ce gouvernement à la pression sociale* », les chefs du patronat sont bien plus près de la vérité quand ils constatent que Costa « *ne s'est pas laissé entraîner par les gauchistes du Bloc* ». Les dirigeants du Bloc décrivent eux-mêmes comment le PS a été « *vulnérable aux intérêts des capitalistes internationaux* » en annulant une taxe sur les bénéficiaires des entreprises de l'énergie qu'ils croyaient avoir fait voter quelques mois plus tôt, après l'intervention du gouvernement chinois, propriétaire d'entreprises énergétiques portugaises. Il est significatif que les dirigeants du Bloc évoquent la pression des capitalistes chinois, mais pas celle des

patrons portugais. Pour eux, les malheurs des classes populaires viennent toujours de l'extérieur, et en premier lieu de l'Union européenne et de ses institutions, qui restreignent la souveraineté du Portugal et entravent la démocratie.

PAS DE PLACE POUR LE RÉFORMISME DANS UN CAPITALISME EN FAILLITE

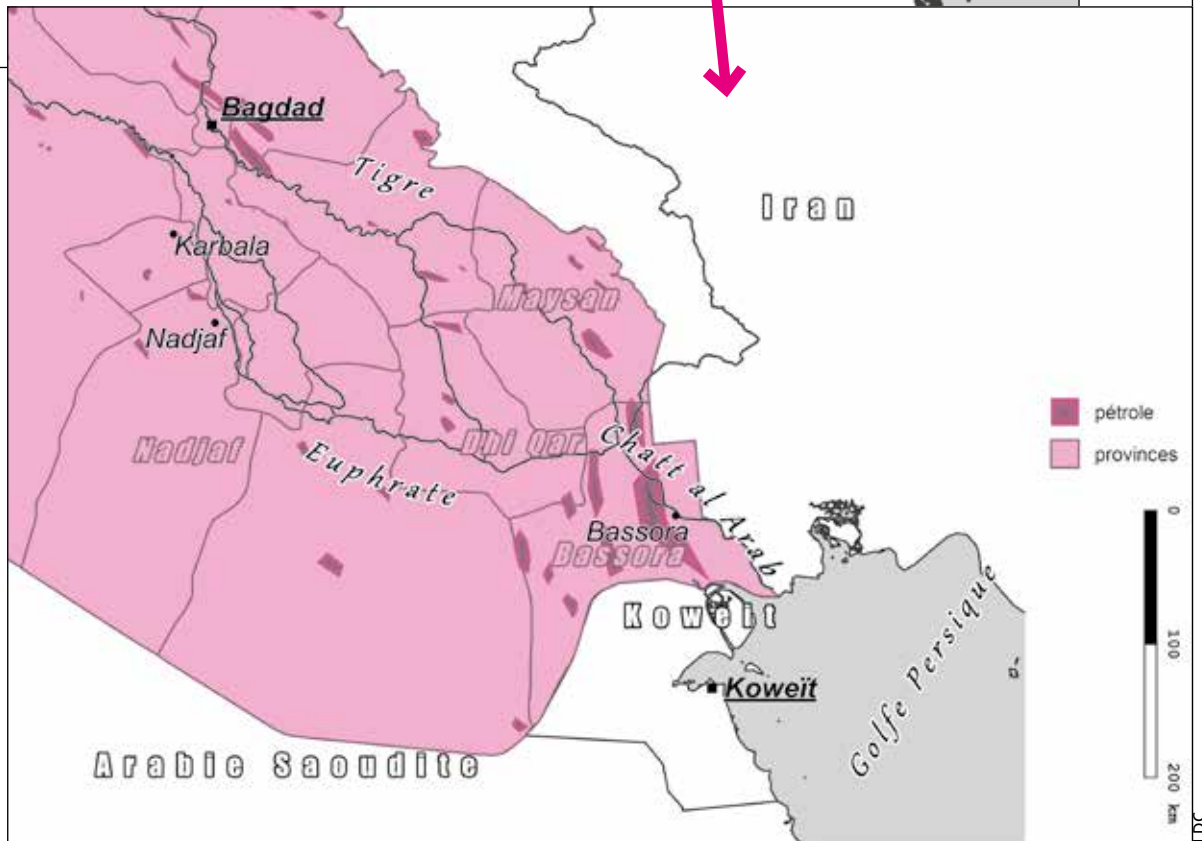
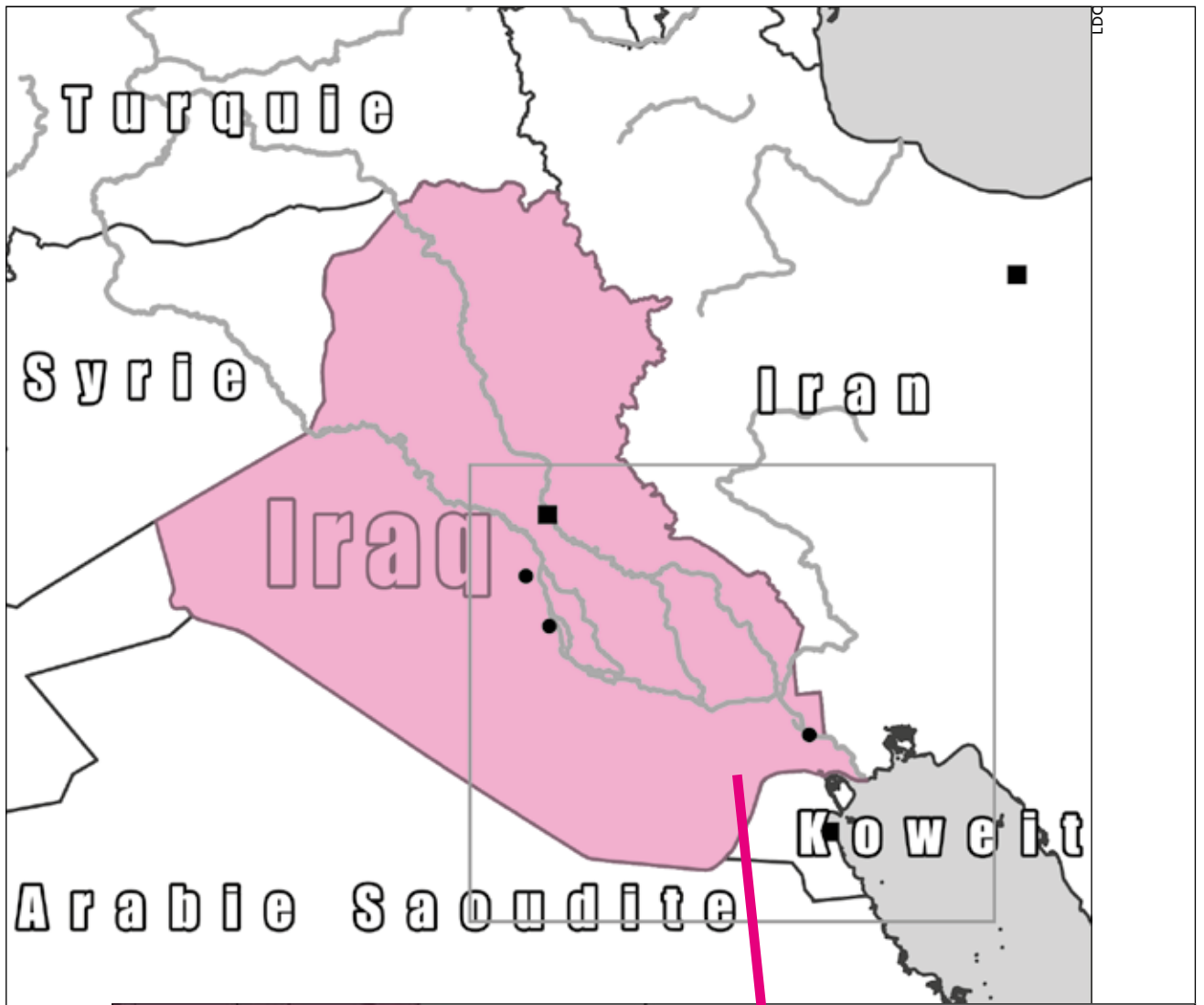
Les dirigeants du Bloc de gauche se définissent comme des militants du socialisme et dénoncent le système économique et social actuel. Ils se disent contre le système, mais ne cherchent qu'à le réformer dans le cadre des institutions parlementaires. Toute la plaidoirie de ces avocats des pauvres en faveur de « *l'expérience portugaise* » est destinée à prouver qu'en soutenant Costa, ils ont permis d'améliorer le sort des classes populaires, de faire pression sur le PS pour qu'il respecte ses promesses, résiste aux pressions patronales et se préoccupe d'améliorer les conditions de vie des travailleurs et des pauvres. S'ils évoquent le mouvement social, s'ils font appel à la lutte et à la mobilisation des travailleurs, c'est pour appuyer les propositions de lois qu'ils soumettent au Parlement d'un État entièrement sous le contrôle de la bourgeoisie.

Si le sort des classes populaires portugaises ne s'est pas trop dégradé depuis 2015, c'est un peu en raison des choix politiques du gouvernement Costa et beaucoup du fait de la conjoncture économique que le pays vit depuis trois ans. La bourgeoisie portugaise ou étrangère, qui fait des affaires très profitables au Por-

tugal, a laissé Costa distribuer quelques miettes aux travailleurs. Mais, dans une économie capitaliste en crise, instable, sous la pression de masses financières toujours plus grandes à la recherche d'un placement ou d'une opération spéculative, cela ne peut pas durer très longtemps. Il suffit d'une attaque spéculative contre les taux d'intérêt du Portugal pour que la bourgeoisie et ses représentants portugais ou européens présentent la note aux travailleurs, exigeant davantage d'austérité et de nouveaux sacrifices dans les services publics utiles à la population. Ni au Portugal, ni en France, ni ailleurs, il n'y a de place pour une politique réformiste telle qu'elle a été longtemps incarnée par les partis de gauche aspirant au pouvoir. Que les têtes et le langage de la gauche réformiste aient été renouvelés par l'arrivée d'anciens trotskystes n'y change rien.

Les travailleurs doivent se préparer moralement et politiquement à cette guerre de classe sans merci que leur livre la bourgeoisie. Défendre les intérêts politiques des travailleurs, c'est leur faire prendre conscience qu'ils devront arracher à la bourgeoisie sa propriété sur les grandes entreprises et les banques; c'est leur faire prendre conscience qu'aucune « bonne loi », aucun « bon gouvernement » ne protégera leurs droits et leurs conditions d'existence tant qu'ils n'auront pas pris eux-mêmes la direction de la société, en s'appuyant sur leurs propres organes de pouvoir pour renverser l'État des capitalistes. Ceux qui prétendent le contraire leur préparent de nouvelles déceptions et de nouveaux sacrifices.

21 décembre 2018





Irak : une révolte contre une situation intenable

Depuis juillet 2018, le sud de l'Irak est le théâtre d'une importante agitation sociale. Pendant des semaines, la population de Bassora, la grande ville pétrolière du sud, a manifesté contre l'absence de services de base, notamment la distribution de l'eau, de l'électricité, contre le chômage et la corruption du régime. L'armée et la police n'ont pas hésité à tirer, tuant à ce jour au moins 30 manifestants et en blessant des centaines. Le gouvernement voulait à tout prix rétablir l'ordre à Bassora. Mais cette révolte s'est propagée dans toute la province et, au-delà, dans celles de Dhi Qar, Maysan, Nadjaf, situées plus au nord, jusqu'à la capitale, Bagdad. Elle ne s'est plus vraiment apaisée.

Depuis 2011, de tels mouvements de révolte éclatent périodiquement, tant les problèmes persistent et s'aggravent. Car les classes populaires paient les conséquences de l'incurie du pouvoir politique et les interventions impérialistes dans la région. Et même si les manifestations semblent maintenant marquer le pas, le feu couve toujours sous la cendre.

DES MANIFESTATIONS POUR L'EAU, POUR L'ÉLECTRICITÉ, POUR DU TRAVAIL

La ville de Bassora est la deuxième ville la plus peuplée d'Irak et la plus riche du pays. 70% du pétrole irakien est produit dans la province dont elle est la capitale. L'Irak exporte 4,3 millions de barils par jour, dont 3,5 millions proviennent des gisements de Bassora, à travers ses ports et ses plateformes pétrolières flottantes donnant sur le golfe Arabo-persique. Mais la population ne bénéficie pas de cette richesse. «*Les gens ont faim et vivent sans eau et sans électricité*», expliquait un

employé de 29 ans, ajoutant : «*Nos demandes sont simples : plus d'emplois, des structures de dessalement de l'eau et la construction de centrales électriques.*» (AFP, 13 juillet 2018) Le chômage touche de 20 à 30% des Irakiens actifs. Le taux de chômage des jeunes Irakiens, qui représentent 60% de la population, varie entre 33% et 37% en Irak. À Bassora, plus de la moitié des habitants sont au chômage. Les jeunes ne trouvent pas de travail dans le secteur pétrolier, qui emploie à 95% des travailleurs étrangers. Comme nombre de jeunes manifestants l'ont exprimé, il n'y a tout simplement pas d'avenir.

Les habitats informels, en fait des bidonvilles, situés à la périphérie de Bassora se multiplient et grossissent car, depuis 2003, plus d'un million de personnes sont venues s'y entasser depuis les campagnes, fuyant la misère et la guerre. Cette province du sud est une région essentiellement agricole, dominée par l'élevage et des rizières très exigeantes en eau. L'Irak, le «*pays des deux fleuves*» – le Tigre et l'Euphrate

– en manque cruellement. Pour la première fois cette année, le gouvernement a dû suspendre la culture du riz, du maïs et d'autres céréales nécessitant une importante irrigation. Quant aux éleveurs, ils voient leurs troupeaux mourir de soif.

La sécheresse est loin d'être la cause principale de ce manque dramatique d'eau. Les guerres à répétition, qui détruisent les infrastructures permettant l'irrigation, et les barrages turcs et iraniens installés en amont entraînent une baisse très importante du niveau de l'eau des fleuves. Augmenter ou abaisser le débit de l'eau au niveau d'un barrage est d'ailleurs une arme qui sert à faire pression sur l'Irak, arme que la Turquie, conseillée par les États-Unis, a déjà utilisée dans le passé.

Le Chatt al-Arab, que l'Irak partage avec l'Iran, où confluent le Tigre et l'Euphrate, est de ce fait en partie ensablé. Dans l'estuaire, l'eau salée a pris le dessus sur l'eau douce et remonte désormais sur 40 kilomètres au nord de Bassora, cette ville qu'on appelait la Venise du golfe Arabe, mais dont



GETTY IMAGES

Manifestation dans la région de Bassora, le 15 juillet 2018.

les canaux sont aujourd'hui des égouts à ciel ouvert. À cela s'ajoute la pollution liée aux déchets et eaux usées charriés par les deux fleuves.

Cette région, bouleversée par trois guerres en trente ans, ne dispose plus des infrastructures en état qui pourraient facilement pallier ces problèmes. Les stations d'épuration ne sont pas entretenues depuis des années. Mi-août, 30 000 personnes ont été hospitalisées pour avoir bu de l'eau du robinet devenue impropre à la consommation. «*Nous ne donnons de l'eau minérale qu'à nos trois enfants, mais ma femme et moi devons souvent boire de l'eau du robinet*», avouait un des malades admis à l'hôpital (AFP, 31 août 2018). L'eau filtrée coûte cher : mille litres coûtent 20 000 dinars (15 euros) ; il y a peu, la même quantité d'eau se vendait à 5 000 dinars. Le salaire moyen irakien est de 264 euros par mois.

La population souffre également d'une pénurie d'électricité. Les infrastructures sont, là encore, défectueuses. À cette situation qui s'aggrave depuis des années, s'est ajoutée mi-juin la décision de l'Iran d'arrêter ses exportations d'électricité vers l'Irak pour cause d'impayés. L'Iran a d'ailleurs des difficultés à fournir ses propres

habitants, conséquence indirecte des sanctions imposées par les États-Unis. Les familles les plus pauvres, qui ne peuvent se payer un générateur, doivent supporter des températures de 50°C car l'électricité peut n'être fournie que trois heures par jour.

LE REJET D'UN POUVOIR AU SERVICE DES RICHES ET DES IMPÉRIALISTES

La corruption, l'incurie du gouvernement et des autorités locales, qui n'écoutent pas la population et ne tiennent jamais leurs promesses, alimentent la colère depuis longtemps. Selon le gouverneur, les dividendes tirés des recettes pétrolières qui doivent revenir à la province de Bassora sont bloqués par le gouvernement. Mais l'argent est de toute façon détourné à tous les niveaux de l'État. Sur 800 milliards de dollars (700 milliards d'euros) de revenus pétroliers, en quinze ans, 312 milliards (274 milliards d'euros) auraient ainsi été détournés. La corruption et le clientélisme qui caractérisent la classe politique constituent un fléau dénoncé aussi bien dans le sud de l'Irak qu'à Nadjaf ou à Bagdad. Le 6 mai dernier à Nadjaf, lors de l'inauguration du nouveau stade international, des foules

ont assailli le porte-parole du Premier ministre alors qu'il assistait à la cérémonie d'ouverture, en criant : «*Vous êtes tous des voleurs !*»

Durant des semaines, les manifestants à Bassora s'en sont pris à tout ce qui représente un pouvoir : édifices du gouvernement local, du conseil du gouvernorat de la province, sièges de partis, dont le parti Dawa du Premier ministre Haider al-Abadi en place jusque-là, ou encore sièges des groupes armés.

Ces milices sont en effet omniprésentes dans tout le pays, et particulièrement dans le sud. Elles se sont développées à la faveur du chaos qui a suivi l'intervention américaine de 2003 et la chute de Saddam Hussein, et se sont renforcées dans la lutte contre l'organisation État islamique. Dès juin 2014, des milliers de volontaires, des jeunes de Bassora et d'ailleurs dans la province, se sont engagés dans les milices de «*mobilisation populaire*» pour aller combattre à plusieurs centaines de kilomètres plus au nord. En quatre ans, environ 2 000 jeunes intégrés à ces unités et aux forces armées sont revenus dans un cercueil, 5 000 autres ont été blessés. «*Beaucoup de familles de martyrs ont le sentiment d'avoir versé du sang pour en-*

graisser ces milices», analyse Mohammed Atwan, professeur de sciences politiques à l'université de Bassora.

La défiance vis-à-vis des partis au pouvoir s'est traduite lors des élections législatives du 12 mai dernier, les premières depuis la défaite de l'organisation État islamique, par une abstention importante : 44,5 % de la population seulement y ont participé, contre 60 % lors du précédent scrutin. Le taux de participation a été de 20 % à Bassora. Dans la capitale, Bagdad, 33 % des électeurs seulement se sont déplacés pour aller voter. Bien des raisons peuvent certes expliquer cette faible participation, comme l'existence de nombreux camps de déplacés, où il est difficile de voter. Mais les listes concurrentes présentées par l'ancien Premier ministre Nouri al-Maliki, au pouvoir de 2006 à 2014, et son successeur al-Abadi, tous deux choisis et soutenus par les États-Unis, ne risquaient pas d'emporter la confiance des électeurs des classes populaires qui les jugent responsables de l'aggravation de leurs conditions d'existence. L'éviction d'al-Abadi a d'ailleurs été la conséquence directe des mouvements de juillet et septembre.

La liste arrivée en tête avec 54 députés élus, la liste Sa'iroun (Marche pour les réformes) regroupait le parti du dirigeant religieux chiite Moqtada al-Sadr et le Parti communiste irakien. Elle a obtenu les votes des Irakiens pauvres des quartiers populaires de la capitale et des provinces chiites du sud, ce qui lui a permis d'arriver première à Bagdad et dans six provinces sur dix-huit, et deuxième dans quatre autres. Le Parti communiste compte désormais deux élus, dont son secrétaire général Raïd Fahmi.

Au lendemain de l'intervention anglo-américaine de 2003, Moqtada al-Sadr était surtout connu pour être le fils d'un aya-

tollah assassiné sous Saddam Hussein en 1999. Le vide laissé après la destruction de l'appareil étatique du régime par les forces d'occupation entraîna une lutte pour le pouvoir, à laquelle Moqtada al-Sadr participa en s'appuyant sur sa milice, l'Armée du mahdi. Celle-ci regroupa jusqu'à 60 000 membres et fut solidement enracinée dans le quartier pauvre de Sadr City à Bagdad, ainsi rebaptisé dans les années 2000 en référence à Moqtadah al-Sadr et à sa famille, et dans les villes de Karbala et Najaf. Jusqu'en 2008 ses troupes s'opposèrent aux troupes d'occupation américaines et britanniques, et parfois aussi aux nouvelles autorités irakiennes. À partir de cette date, contraintes et forcées par l'armée américaine, ces milices acceptèrent leur désarmement en échange de l'intégration de leurs dirigeants dans le jeu politique. Al-Sadr revint sur le devant de la scène à partir de la guerre contre l'organisation État islamique en 2014, en s'appuyant sur une milice armée intégrée aux Unités de mobilisation populaire sous le nom de Brigades de la paix (Saraya al-Salam), forte de 15 000 hommes et bénéficiant d'une popularité gagnée dans les mouvements de protestation de l'été 2015 contre la corruption et la vétusté des services publics.

Le cheval de bataille d'al-Sadr est la lutte contre la corruption et la défense d'un certain nationalisme irakien. Tout en encourageant les manifestations récentes, il continuait de participer à une coalition avec al-Abadi, Premier ministre alors encore en place et toujours particulièrement détesté par ces mêmes manifestants, pour finalement prendre ses distances avec lui début septembre afin de ne pas partager son discrédit. Al-Sadr multiplie les déclarations contre toute interférence en Irak, qu'elle soit iranienne, américaine, turque

ou saoudienne, pour reprendre les mots d'un de ses représentants, tout en cherchant des soutiens du côté des uns et des autres.

Quant au Parti communiste, c'est sur la base de cette politique nationaliste irakienne qu'il s'est mis à la remorque de al-Sadr. Suhad al-Khateeb, communiste élue à Nadjaf le 12 mai, déclarait lors d'un meeting dans sa ville : « *Il y a un conflit entre l'Irak et les États-Unis dans la région, en Irak, au Yémen et à Bahreïn. Mais nous, les Irakiens, voulons notre indépendance des États-Unis et de l'Irak.* » Le secrétaire général du PCI, Raïd Jahid Fahmi, expliquait en juin dernier qu'avant les élections son parti et les sadristes avaient convenu de se concentrer, plutôt que sur les différences concernant des questions telles que les droits des femmes ou la laïcité, sur un certain nombre de questions sur lesquelles ils partagent des objectifs communs : combattre le chômage, la corruption et les influences extérieures en Irak. « *La base sociale de la gauche et la base sociale du mouvement sadriste sont assez proches* », concluait-il, ajoutant plus loin : « *Quand l'intérêt de l'Irak est central, les clivages peuvent être surmontés.* » Cette base est celle des classes populaires, des travailleurs, des chômeurs, majoritairement chiïtes dans le sud de l'Irak et à Bagdad. Mais le Parti communiste l'enchaîne derrière un démagogue réactionnaire, au nom de la défense de l'intérêt national.

Ce renoncement à une politique de classe indépendante pour la classe ouvrière remonte loin dans le passé stalinien du PC irakien. Dans les années 1950, il soutint le général Kassem, qui renversa la monarchie en 1958. Plus tard, il soutint le Parti baath et Saddam Hussein, qui le dirigea à partir de 1966, car ils se faisaient les défenseurs du nationalisme irakien.

Une fois au pouvoir, ceux-ci menèrent la répression contre les travailleurs, et le PCI en fut également victime. Après le coup d'État de 1968, le PC participa au gouvernement, entrant dans le Front populaire national créé par le Baath. Celui-ci finit quelques années plus tard, à la fin des années 1970, par s'en débarrasser, arrêtant, massacrant, torturant les militants communistes, comme tous ceux dans les quartiers pauvres qui tombaient dans les mains des bandes armées du pouvoir. Le soutien à al-Sadr est dans la lignée de cette politique, dont les militants ont pourtant maintes fois déjà payé le prix fort.

LA POPULATION IRAKIENNE, COINCÉE ENTRE LES PUISSANCES RÉGIONALES ET IMPÉRIALISTES

Quel est réellement l'état d'esprit de ces jeunes, ouvriers ou chômeurs, qui ont manifesté durant des semaines? Il est certain qu'une grande partie de la population irakienne ne supporte plus d'être prise en étau entre l'Iran et les États-Unis. À Bassora, des centaines de manifestants l'ont exprimé avec fracas le 7 septembre en incendiant, aux cris de « *Iran, dehors!* », le consulat de ce pays, puis le même jour en attaquant le consulat américain.

Les classes populaires, du sud au nord de l'Irak, subissent depuis des décennies les conséquences désastreuses des interventions impérialistes et des affrontements entre puissances régionales pour se tailler des zones d'influence. La guerre Iran-Irak (1980-1988), qui fit un million de morts de part et d'autre; puis la guerre du Golfe (1990-1991), menée contre l'Irak par une coalition impérialiste autour des États-Unis, dont la France; les conséquences de l'embargo qui suivit; la guerre déclenchée de nouveau en 2003 par les États-Unis et la

Grande-Bretagne, suivie de huit années d'occupation militaire, ont mis littéralement l'Irak à genoux.

Après que l'administration américaine eut détruit l'appareil d'État qui existait sous Saddam Hussein, elle ne parvint pas à le remplacer par un pouvoir stable. Ce vide favorisa le développement des nombreuses milices créées sur des bases communautaires, entraînant une instabilité chronique marquée par les exactions commises par l'armée américaine et différents groupes armés et par les attentats meurtriers, provoquant la fuite de millions d'Irakiens. Pour reconstituer un appareil d'État, les États-Unis choisirent de favoriser des partis et milices chiites très liés à l'Iran. Mais, ce faisant, ils laissaient les clés de la situation dans les mains de ce pays, contribuant à renforcer sa position par rapport aux autres puissances régionales. Le même problème se posa de nouveau lors de la guerre contre l'organisation État islamique à partir de 2014. Les États-Unis, ne voulant pas envoyer leurs propres troupes contre celle-ci, durent s'appuyer sur celles de l'Iran, ses milices et ses troupes d'élites, les Gardiens de la révolution. L'Irak se remplit alors de milices obéissant aux ordres du pouvoir de Téhéran, en particulier dans le sud limitrophe de l'Iran, historiquement peuplé en majorité de chiites.

La guerre contre l'organisation État islamique est aujourd'hui terminée, mais les milices sont toujours là. « *La main de l'Iran est partout à Bassora: dans le commerce frontalier et l'économie locale par le biais de ces milices. Chacune contrôle un secteur stratégique, comme les ports. Si vous voulez remporter un contrat, il faut aller voir une milice et lui promettre un pourcentage de 15% à 20% pour remporter la mise* », dénonçait récemment Haïder

al-Zoubeidi, un journaliste indépendant (cité dans *Le Monde* du 14 août 2018). Ces milices ne régissent pas seulement une partie de l'économie locale, elles imposent aussi leur loi et encadrent la vie quotidienne. Les violences à l'encontre de personnes jugées immorales au regard du conservatisme religieux ambiant sont un phénomène récurrent. La dégradation sociale, tant matérielle que morale, atteint particulièrement la condition des femmes. Depuis les années 1960, celles-ci bénéficiaient d'un peu plus de libertés que dans d'autres pays du Moyen-Orient. Mais, avec l'irruption des milices intégristes dans la vie sociale et politique, les Irakiennes ont perdu quasiment tous leurs droits, et certaines sont constamment menacées. Plusieurs femmes ont été assassinées récemment à Bagdad et à Bassora où, fin septembre, Souad al-Ali, une militante des droits de l'homme, active dans la contestation sociale, a été abattue en plein jour, dans une rue fréquentée.

Ce qui rend insupportable la vie des Irakiennes et des Irakiens n'est certes pas le souci des dirigeants américains. C'est pourtant le prix que la population paye en conséquence des interventions et des guerres successives menées par les États-Unis et leurs alliés en Irak et dans la région, directement ou par forces interposées. Elles se traduisent aujourd'hui non seulement par d'énormes destructions matérielles, mais aussi par une terrible régression sociale.

Les populations du Moyen-Orient payent très cher le maintien de la domination de l'impérialisme. C'est au renversement de ce système que les travailleurs et les classes pauvres d'Irak doivent œuvrer, en alliance avec la classe ouvrière des autres pays.

20 janvier 2019



Rosa Luxemburg : socialiste, révolutionnaire, internationaliste

Il y a cent ans, le 15 janvier 1919, à Berlin Rosa Luxemburg était assassinée en même temps que Karl Liebknecht par les soldats d'une unité de répression contre-révolutionnaire. Le meurtre avait été prémédité de longue date par les ministres du Parti social-démocrate et le grand état-major, alliés pour endiguer par la tromperie et les armes la révolution ouvrière montante. En coupant la meilleure tête du tout récent Parti communiste d'Allemagne, les assassins agissaient sur ordre.

UNE VIE AU SERVICE DE LA RÉVOLUTION

Rosa Luxemburg est née en 1871 à Zamosc, petite ville de la partie polonaise de l'Empire russe. Issue d'une famille juive aisée et cultivée, elle fit ses études au lycée de Varsovie, rejoignit très tôt le mouvement socialiste clandestin et dut, à cause de ses activités politiques, quitter clandestinement la Pologne en 1889. Sa vie dès lors se confondit avec celle du mouvement ouvrier.

Rosa Luxemburg travailla tout d'abord aux côtés de Leo Jogiches, dans le mouvement révolutionnaire de son pays d'origine. Les générations de militants ouvriers se levaient, s'organisaient et étaient dispersées par la répression à une cadence rapide. Il fallait assurer la continuité de l'organisation, des publications et des contacts réguliers. Il fallait aussi donner au parti un programme cohérent : ce fut le premier apport remarquable de Rosa Luxemburg au mouvement ouvrier.

Tout au long du 19^e siècle, le mouvement révolutionnaire en général et Marx en particulier

avaient vu dans l'empire des tsars la forteresse de la réaction. La lutte pour la renaissance de la Pologne, divisée entre les empires russe, autrichien et prussien, était alors inséparable de la lutte contre le tsar et donc de la lutte révolutionnaire. Le Parti socialiste polonais faisait ainsi de la renaissance nationale sa revendication première, soutenu en cela par l'Internationale. Sans nier ni minimiser les aspirations nationales polonaises, Rosa Luxemburg considérait qu'elles ne pouvaient plus être le fondement du programme des travailleurs. L'histoire avait fait d'eux une partie de la classe ouvrière de l'Empire russe. De plus, le développement du capitalisme en Russie avait transformé le bastion de la réaction en poudrière révolutionnaire. La lutte pour renverser le tsarisme passait désormais, disait Rosa Luxemburg, par le mouvement ouvrier révolutionnaire et non par la revendication, qu'elle pensait illusoire, de la renaissance de la Pologne. Au fil des années, le mouvement socialiste en Pologne se scinda entre un Parti socialiste polonais de plus

en plus nationaliste et un parti révolutionnaire dirigé par Luxemburg et Jogiches, étroitement lié au mouvement ouvrier russe et véritable pépinière de militants pour le mouvement international. Rosa Luxemburg représenta ce parti dans tous les congrès de l'Internationale ouvrière.

RÉFORME OU RÉVOLUTION

En 1898, tout en continuant son activité dans le mouvement polonais et russe, Rosa Luxemburg s'établit en Allemagne, cœur industriel du continent, pays où la classe ouvrière était la plus nombreuse, la mieux organisée, la plus éclairée par les idées socialistes. Elle fut tout de suite à la pointe du combat contre la tendance révisionniste qui, à l'intérieur du Parti social-démocrate et des syndicats, affirmait que les réformes successives suffiraient à transformer le capitalisme. Luxemburg, dans la série d'articles regroupés sous le titre *Réforme ou révolution*, démontra que les contradictions du système capitaliste n'avaient, pas plus qu'au temps de Marx, d'autre is-



ARC LDC

Travailleurs insurgés de la révolution allemande de 1918-1919 et, en surimpression, Rosa Luxemburg.

Nr. 1.

September 1916.

SPARTACUS

3. In der Internationale liegt der Schwerpunkt der Klassenorganisation des Proletariats . . .

4. Die Pflicht zur Ausführung der Beschlüsse der Internationale geht allen anderen Organisationspflichten voran . . . (Zeitfäße.)

Der Rhodus.

Ein scharfer Wind bläst durch die Lande. Die Militärdiktatur schlägt um sich, wie von der Tarantel gestochen. Hausdurchsuchungen, Verhaftungen, politische Prozesse stehen auf der Tagesordnung in Berlin, in Stuttgart, in Leipzig, in Hamburg, in Bremen . . . Alle Führer der Opposition, alle diejenigen, die den Grundsätzen des internationalen Sozialismus treu für die Beendigung des verbrecherischen Völkermordes nach Kräften wirken, werden hinter eiserne Gitter oder — in das glorreiche Heer der „Vaterlandsverteidiger“ gesteckt. Gefängnisse füllen sich, Staatsanwälte arbeiten im Schweiß des Angesichts Anklagen auf Landesverrat aus, Spitzel wimmeln in den Straßen und in öffentlichen Lokalen, der sozialdemokratische Parteivorstand gibt gegen „anonyme“ Hezer Flugblätter heraus, die auf Bahnhöfen und Plätzen mit Hilfe der Polizisten verbreitet werden . . . So verröchelt der famose „Burgfrieden“ in Deutschland. Die Komödie ist ausgespielt, die Masken sind gefallen und die Gemütslichkeit hat aufgehört. Geboren aus der Infamie des Verrats der sozialdemokratischen Führer an den proletarischen Massen und der proletarischen Massen an den eigenen Klassenaufgaben, endet der „Burgfrieden“ in der Infamie eines offenen Kreuzzugs der sozialdemokratischen Führer Arm in Arm mit der Militärdiktatur gegen die Massen, die sich auf ihre Interessen und Aufgaben befeuern, die gegen Hunger, Massenmord und das Halsessen des Belagerungsstands zu rebellieren beginnen.

Und wie „außerhalb der Mauern“ der Partei, so innerhalb derselben. Der Parteiorganismus ist in völliger Auflösung begriffen. Die Beule der Anarchie, die im Kreise Teltow-Beeskow aufgebrochen ist, zeigt

sich an den Fingern abzählen, was erfolgt, wenn der künftige Parteitag in seiner Mehrheit nicht aus gehorchenen Mameluken des Parteivorstandes bestehen wird, oder wenn er, nach zunehmender Opposition im Lande, eine unbotmäßige Mehrheit auch nur aufzuweisen verspricht. Rund 200 gehorsame Schachfiguren genügten dem Parteivorstand, um in dem größten Kreise Deutschlands gegen die gesamte, Zehntausende zählende Masse der Parteimitglieder eine Scheinorganisation zu gründen und sich auf diesen Schein stützend, das ganz reale Eigentum jener Zehntausende von Proletariern — die gesamte Kreisliste in den eigenen Fingern zu behalten. Ein in aller Form abgesetzter Kreisvorstand aus sieben Männchen genügte, um sich zu einer „Kreisorganisation“ auszuwachsen. Bei niederen Organismen wachsen bekanntlich wichtige Glieder, wenn sie dem Tier durch einen Unfall verloren gegangen sind, ohne Schwierigkeit wieder nach. Manche Reptile ergänzen, wenn man ihnen den Schwanz abreißt, binnen kurzem das verlorene Körperteil von selbst. In der deutschen Sozialdemokratie geschehen größere Wunder: hier „ergänzt“ ein abgehackerter Schwanz den ganzen Organismus, ein abgestreifter Kreisvorstand legt sich eine ganze neue „Kreisorganisation“ zu! . . . Der Casus wäre zum Lachen, wenn die bloße Möglichkeit einer solchen frechen Spiegelfechtere nicht immerhin ein bezeichnendes Symptom der tiefen Korruption aller demokratischen Begriffe wäre, die sich im vergangenen Leben der Partei im Laufe der Zeit eingestrichelt hat, und wenn sie nicht ein noch bezeichnenderes Symptom für die künftigen Wirren wäre, die uns bei der Abrechnung mit den Scheidemann und Konforten erwarten.

Genau so wie jetzt im Kreise Teltow wird es der

La une de la première Lettre de Spartacus, parue en septembre 1916: elle dénonce la guerre impérialiste et la trahison social-démocrate.

sue qu'une révolution ouvrière internationale. Les trente années de croissance économique du capitalisme européen, l'absence de lutte révolutionnaire depuis la Commune parisienne de 1871, la généralisation du droit de vote pour les ouvriers, la légalisation progressive des syndicats et toutes les réformes arrachées par la lutte de classe n'avaient rien changé sur le fond. La bourgeoisie ne céderait la place que devant l'action révolutionnaire de la classe ouvrière, pas devant l'accumulation des bulletins de vote. La révolution russe n'allait pas tarder à montrer que la lutte de classe, en ce 20^e siècle que les réformistes prétendaient apaisée, impliquait toujours la guerre des classes.

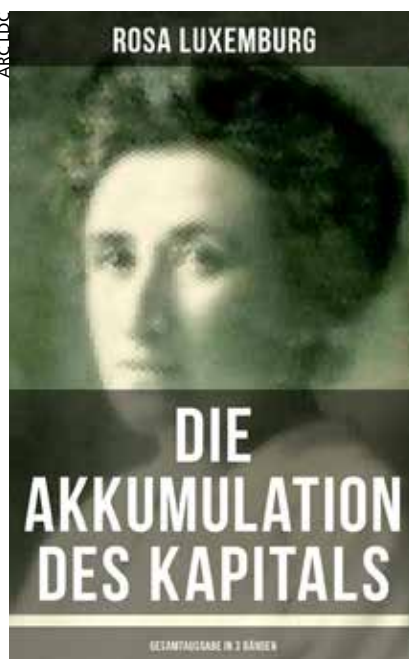
LA RÉVOLUTION RUSSE

Rosa Luxemburg participa au premier rang à la révolution russe de 1905 et 1906, dans Varsovie en insurrection, dirigeant la fraction la plus résolue du prolétariat polonais. Elle fut emprisonnée en mars 1906, libérée grâce à son passeport allemand et assignée à résidence. Le mouvement avait confirmé l'idée qu'elle partageait avec Lénine et Trotsky : la Russie était grosse d'une révolution qui ne pourrait vaincre que sous la direction de la classe ouvrière, ouvrant ainsi le chemin à tout le prolétariat européen. Les divergences entre les trois militants, réelles mais souvent montées en épingle, étaient bien secondaires comparées à cet accord fondamental.

La révolution en Russie avait été marquée par une série d'interventions des travailleurs, directes, massives, spontanées, jetant dans le combat des prolétaires jusque-là inorganisés. Rosa Luxemburg voulut, avec sa brochure *Grève de masse, parti et syndicat*, montrer aux travailleurs d'Allemagne ce

qu'avait été cette révolution. Elle expliquait qu'en Allemagne aussi, même si l'organisation ouvrière y était exceptionnellement développée, le prolétariat tout entier, y compris la masse inorganisée, devrait se mettre en mouvement. Pour Rosa Luxemburg, un tel mouvement était la condition sine qua non du succès. Elle savait que la révolution, éveillant les couches les plus opprimées du prolétariat, trouverait en elles les ressources de dévouement, de combativité et d'abnégation nécessaires. Cette idée, dont Marx a montré qu'elle est une loi de l'histoire, incarnée dans chaque mouvement réel et profond des opprimés, est l'un de ces « *trésors les plus précieux de l'humanité* », selon l'expression de Rosa Luxemburg, un de ceux que la grande révolutionnaire a su exprimer, conserver et transmettre.

L'IMPÉRIALISME



Alors que la répression et la démoralisation semblaient éteindre la révolution en Russie, l'ensemble du mouvement ouvrier était confronté à la montée des nationalismes concurrents, à la course aux

armements des puissances impérialistes, sur fond de concentration de plus en plus poussée du capital. La guerre mondiale était chaque jour plus menaçante. Rosa Luxemburg fut, avec Lénine, la porte-parole de l'aile gauche de l'Internationale ouvrière. Cette dernière adopta, à l'initiative de la gauche, une motion affirmant que, le capitalisme étant seul responsable de la guerre, la classe ouvrière de tous les pays devra s'y opposer par tous les moyens. Plus encore, si une guerre venait à éclater, les travailleurs auraient à utiliser la situation pour en finir avec le règne du capital.

Au-delà des interventions dans les congrès et de son activité quotidienne de publiciste, propagandiste, conférencière, enseignante à l'école du parti, Rosa Luxemburg a voulu donner une base scientifique solide au combat révolutionnaire dans la période nouvelle ouverte par le développement de l'impérialisme. Elle reprit donc l'histoire économique et l'analyse de la société capitaliste là où Marx les avaient laissées à sa mort en 1883, dans les pages du *Capital*.

Le développement du système capitaliste sous l'aiguillon de la concurrence, analysé par Marx, impliquait l'élargissement constant de la production, par de nouvelles techniques, l'ouverture de nouveaux marchés, l'acquisition de nouvelles machines, la concentration croissante du capital et la prolétarianisation d'une fraction toujours grandissante de l'humanité. Dans *L'accumulation du capital*, paru en 1913, Rosa Luxemburg expliquait que cet élargissement s'était fait par l'intégration continue de régions non capitalistes, par la guerre, le pillage, les conquêtes coloniales, l'extermination de peuples entiers. Elle ajoutait que cette extension avait forcément des limites, bientôt at-

ARC LDC



Intervention de Rosa Luxemburg au septième congrès de la Deuxième Internationale, à Stuttgart en 1907, entre les portraits de Ferdinand Lassalle et de Karl Marx.

teintes, le capital ayant conquis et partagé le globe entier. Désormais, concluait-elle, le capitalisme est inséparable du militarisme et des guerres. Il mène l'humanité à la catastrophe. La révolution prolétarienne n'est donc plus seulement une perspective historique, elle est une nécessité vitale, une possibilité concrète, un programme politique immédiat.

CONTRE LA GUERRE, PAR LA RÉVOLUTION

Rosa Luxemburg ne fut donc pas prise au dépourvu par l'enchaînement de circonstances qui menèrent au déclenchement d'une guerre inscrite dans le développement des impérialismes. En revanche, quoique ayant combattu depuis quinze ans l'adaptation des responsables socialistes à la société bourgeoise, elle fut atterrée par l'ampleur de leur trahison. Mais, le jour même où les parlementaires socialistes allemands votaient les crédits de guerre, une poignée d'internationalistes se réunissaient dans l'appartement de Rosa Luxemburg. Elle fut l'âme, la dirigeante et la principale rédactrice des *Lettres de Spartakus* publiées clandestinement et autour desquelles

se regroupaient les militants restés fidèles au socialisme. Emprisonnée sans jugement durant presque toute la guerre, elle réussit à faire passer ses articles et ses consignes, à aider les quelques milliers de spartakistes à s'orienter et à militer.

De sa prison sortit aussi *La crise de la social-démocratie*. C'était un réquisitoire vibrant contre l'impérialisme et la guerre, contre le nationalisme et les trahisons des dirigeants social-démocrates. C'était aussi un plaidoyer enthousiasmant, un témoignage, renouvelé et argumenté, de sa confiance dans les lois de l'histoire et dans la capacité du prolétariat à remplir sa mission révolutionnaire. Cette brochure, et toute l'activité du groupe Spartakus, contribuèrent à assurer la continuité du mouvement révolutionnaire, de la II^e à la III^e Internationale, à travers les révolutions russe et allemande.

Libérée par la révolution en novembre 1918, Rosa Luxemburg n'eut que le temps de mettre en garde les travailleurs allemands contre leurs illusions, de travailler à la fondation d'un parti communiste capable de faire triompher la révolution. La vague révolutionnaire, née de l'horreur des tranchées et de la lassitude de l'arrière, avait touché l'Alle-

magne un an après la Russie. Mais elle se heurtait là à un adversaire de taille : une bourgeoisie puissante, un État centralisé efficace et, surtout, un appareil social-démocrate influent dans la classe ouvrière et prêt à tout pour l'entraver. Faute de pouvoir arrêter la révolution, les social-démocrates se mirent à sa tête, se firent élire dans les conseils d'ouvriers et de soldats, baptisèrent Conseil des commissaires du peuple le gouvernement bourgeois dont Ebert assumait la direction. Prétendant que leur nouveau pouvoir était socialiste, ils se gardaient bien de toucher un cheveu de la propriété privée et de l'appareil d'État. Au contraire, les ministres socialistes travaillaient main dans la main avec le haut état-major. Trompant la classe ouvrière, la direction social-démocrate préparait en même temps les hommes et les armes pour l'écraser et, tout spécialement, assassiner les dirigeants révolutionnaires Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht.

Durant ces deux mois, Rosa Luxemburg retrouva la vie de l'hiver 1905, celle d'une dirigeante révolutionnaire, éclairant ses camarades, organisant au jour le jour, expliquant la situation dans ses articles quotidiens, aimée de ses compagnons, haïe et recherchée par les tenants de l'ordre.

Pourtant, en janvier 1919, les travailleurs de Berlin, exaspérés par les provocations gouvernementales et militaires, manifestèrent en masse, montrant leur détermination. Mais la réaction sut profiter des hésitations des révolutionnaires et écrasa les quelques milliers d'ouvriers spartakistes qui avaient pris les armes et occupé quelques positions. Puis les soldats du ministre socialiste Noske se mirent à la recherche de Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg, les trouvèrent et les exécutèrent.

Quelques heures auparavant, Rosa Luxemburg avait écrit et transmis à ses camarades son dernier article. Il faisait le bilan de l'échec de l'épisode berlinois, en expliquait les raisons et concluait en interpellant les généraux qui avaient commandé la répression : « *Sbires stupides ! Votre « ordre » est bâti sur le sable. Dès demain la révolution se dressera de nouveau avec fracas, proclamant à son de trompe pour votre plus grand effroi : J'étais, je suis, je serai !* »

LA TRADITION COMMUNISTE

L'Internationale communiste, fondée à Moscou deux mois plus tard, a fait, à la suite des bolcheviks et des spartakistes, c'est-à-dire de Lénine et de Luxemburg, le choix de reprendre la vieille dénomination révolutionnaire de communiste, laissant le nom de social-démocrates à ceux qui fusillent les révolutions.

Pourtant, depuis lors, des adversaires du communisme révolutionnaire ont voulu utiliser Rosa Luxemburg contre Lénine, en s'appuyant sur leurs divergences à propos de la conception du parti, de l'impérialisme, du droit des nations ou de la dictature du prolétariat en Russie. Il existe certes des pages et même des articles entiers dans lesquels Lénine et Luxemburg polémiquent. La vie d'un mouvement combattant, l'Internationale ouvrière d'avant 1914, entraînant des centaines de milliers de militants, dans des pays et des situations différentes, à des degrés d'organisation et de conscience divers, était riche de cette suite de polémiques.

Pour ce qui est des deux

principales divergences entre Lénine et Rosa Luxemburg, le bolchevisme en matière d'organisation et la politique sur la question nationale, l'histoire a tranché, avec la prise de pouvoir par le prolétariat en octobre 1917 sous la conduite du Parti bolchevique. Mais, au-delà de cette divergence, Rosa Luxemburg comme Lénine raisonnaient en fonction des intérêts du prolétariat et de la révolution, contrairement à ceux qui, réformistes social-démocrates ou staliniens, prétendent s'appuyer sur l'un pour s'opposer à l'autre, et en réalité pour s'opposer à la révolution prolétarienne.

Il en est de même pour ce qui est de leurs analyses respectives de l'économie capitaliste de leur époque. Luxemburg et Lénine analysent un peu différemment la transformation du capitalisme en impérialisme. Ces différences ont donné lieu à nombre de développements, surtout après la mort des deux révolutionnaires. Mais ils laissent souvent de côté l'essentiel : le fait que les marxistes étudient l'économie pour armer la classe ouvrière. Or, précisément, les deux révolutionnaires tirent de leurs études économiques et théoriques la même conclusion militante : la révolution prolétarienne est désormais à l'ordre du jour, le développement même du capitalisme en impérialisme, à la fois monstrueux et préparant la socialisation des moyens de production, y conduit.

La lecture des textes de Rosa Luxemburg regroupés sous le titre *La révolution russe* donne également une juste idée de sa prétendue opposition à Lénine. Inachevés et non publiés du vivant de l'auteur, ce sont pourtant ceux qui ont été les plus utilisés pour tenter d'oppo-

ser les deux révolutionnaires. Rosa Luxemburg y affirme sa solidarité entière avec les bolcheviks et leur attribue le mérite « *d'avoir osé* ». Ses critiques portent sur la tactique. Elles sont d'ailleurs moins virulentes que les polémiques qui traversaient au même moment le Parti bolchevique lui-même, sans mettre en cause son unité, elles non plus. Les événements feront que Rosa Luxemburg révisera son point de vue sur plusieurs d'entre elles. Pour le reste, elle écrira que les bolcheviks faisaient ce qui semblait possible au vu des circonstances et espéraient que le prolétariat européen, allemand au premier chef, prenne le relais. Lénine et Trotsky n'ont jamais dit autre chose. La prétendue critique de Rosa Luxemburg s'avère être avant tout un appel passionné aux prolétaires allemands pour qu'ils partent à la rescousse de la révolution russe et une critique virulente de ceux qui leur liaient les mains et leur bandaient les yeux. Rosa Luxemburg disait en conclusion d'un de ses articles : « *Tout ce qu'un parti peut apporter, en un moment historique, en fait de courage, d'énergie, de compréhension révolutionnaire et de conséquence, les Lénine, Trotsky et leurs camarades l'ont réalisé pleinement. L'honneur et la capacité d'action révolutionnaire, qui ont fait à tel point défaut à la social-démocratie, c'est chez eux qu'on les a trouvés. En ce sens, leur insurrection d'Octobre n'a pas sauvé seulement la révolution russe, mais aussi l'honneur du socialisme international.* »

Le mouvement communiste n'a pas à annexer Rosa Luxemburg. Elle en a été une des principales dirigeantes et théoriciennes, au même titre que Lénine et Trotsky.

20 janvier 2019

Les brochures du Cercle Léon Trotsky

AFRIQUE

- Afrique du Sud: de l'apartheid au pouvoir de l'ANC (n° 118, 29 janvier 2010)
- L'Afrique malade du capitalisme (n° 104, 16 juin 2006)

MOYEN-ORIENT

- Moyen-Orient: la barbarie des djihadistes et celle de l'impérialisme (n° 138, 14 novembre 2014)
- Israël-Palestine: comment l'impérialisme, en transformant un peuple en geôlier d'un autre, a poussé les deux dans une impasse tragique (n° 109, 1^{er} février 2008)

EUROPE

- Un quart de siècle après l'éclatement de l'Union soviétique, le peuple ukrainien victime des rivalités entre les impérialistes et Poutine (n°140, 6 mars 2015)
- L'Europe: ni la cause de la crise du capitalisme ni un moyen de la surmonter (n° 136, 11 avril 2014)
- L'immigration dans l'Europe en crise (n° 135, 24 janvier 2014)
- La Grèce face à la crise (n° 133, 14 juin 2013)
- Allemagne: vingt ans après, où en est la réunification? (n° 122, 19 novembre 2010)

AMÉRIQUE

- Brésil: des révoltes d'esclaves aux luttes du prolétariat (n° 153, 16 février 2018)
- Amérique latine: les gouvernements entre collaboration et tentatives de s'affranchir de la domination des États-Unis (n° 105, 24 novembre 2006)
- La longue lutte des Noirs américains (n° 142, 19 juin 2015)

ASIE

- Afghanistan, Pakistan: toute une région déstabilisée par l'impérialisme (n° 128, 18 novembre 2011)
- L'Inde: de l'exploitation coloniale au développement dans l'inégalité (n° 102, 10 mars 2006)
- La Chine: nouvelle superpuissance économique, ou développement du sous-développement? (n° 101, 27 janvier 2006)

RÉVOLUTION RUSSE

POUR CHANGER LE MONDE, LES TRAVAILLEURS AU POUVOIR

- Texte des interventions d'Arlette Laguiller et de Nathalie Arthaud au meeting du 20 octobre 2017 à la Mutualité (n° 150)

- Le monde paysan, l'alimentation et la planète sous la dictature du capital (N° 157, 16 novembre 2018)



80 ans après la fondation de la IV^e Internationale, le trotskysme seul programme pour l'émancipation des exploités (n° 156, 19 octobre 2018)

IDÉES/HISTOIRE

- Un siècle après la révolution d'Octobre, la Russie à l'heure du capitalisme décadent (n° 155, 15 juin 2018)
- L'explosion sociale de Mai-Juin 68 (n° 154, 13 avril 2018)
- États-Unis: les avatars de l'alternance démocrates-républicains et la classe ouvrière (n° 148, 18 novembre 2016)
- Face aux ravages de la mondialisation capitaliste, l'impasse du souverainisme (n° 147, 10 juin 2016)
- Syriza, Podemos... quelles perspectives pour les « gauches radicales » ? (n° 146, 8 avril 2016)
- Les combats pour l'émancipation des femmes et le mouvement ouvrier (n° 144, 8 janvier 2016)
- Le réchauffement climatique, un révélateur de l'irresponsabilité du capitalisme (n° 143, 9 octobre 2015)
- Développement des sciences et fondements des idées communistes (n° 139, 23 janvier 2015)
- Guerre de 1914-1918: la classe ouvrière livrée à ses bourreaux par la trahison des directions du mouvement ouvrier (n°137, 19 septembre 2014)
- La crise actuelle de l'économie capitaliste et ses origines (n° 131, 22 février 2013)
- La Turquie, du kémalisme à l'islamisme, et les perspectives de la classe ouvrière (n° 130, 25 janvier 2013)
- Il y a cinquante ans, la fin de la guerre d'Algérie, mais pas la fin de l'oppression (n° 129, 16 novembre 2012)
- Aux origines lointaines et proches de la révolte des peuples arabes (n° 125, 1^{er} avril 2011)
- Le prolétariat international, la seule classe capable de mettre fin au capitalisme et à l'exploitation (n° 124, 4 mars 2011)
- Les religions, l'athéisme et le matérialisme (n° 123, 28 janvier 2011)
- Les syndicats hier et aujourd'hui (n° 121, 15 octobre 2010)
- La décroissance: faire avancer la société à reculons (n° 117, 10 décembre 2009)

FRANCE

- L'enseignement public (n° 114, 30 janvier 2009)
- Au-delà de la crise actuelle, la faillite des solutions bourgeoises à la crise du logement (n° 111, 13 juin 2008)

Ces brochures peuvent être envoyées sur demande en joignant cinq timbres à 0,88 euro par brochure.

Les brochures du Cercle Léon Trotsky sont publiées depuis octobre 1983. Nous tenons à la disposition de nos lecteurs la liste complète des brochures non épuisées.

Où trouver *Lutte de classe*?

FRANCE

PARIS

Le Point du Jour
58, rue Gay-Lussac, Paris 5^e
La Brèche, 27, rue Taine
Paris 12^e

ALBERTVILLE

SNC le Maryland
106, rue de la République

ALBI

Maison de la Presse
Place du Vigan

ANGERS

Librairie Contact
3, rue Lenepveu
Librairie Les Nuits bleues
21, rue Maillé

ARGENTEUIL

Librairie Presse-papier
28, avenue Gabriel-Péri

BESANÇON

Les Sandales d'Empédocle
95, Grande-Rue

BOURGES

La Plume du Sarthate
83, avenue Arnaud-de-Vogüé

BREST

La Bouquinerie
Place Guérin

CHAMBÉRY

Tabac-presse des Portiques
9, rue de Boigne

CLERMONT-FERRAND

Tabac presse du Mazet
5, place du Marché-aux-poissons

DIJON

Relais H, quai n° 1
Gare SNCF de Dijon

DOLE

Tabac-Presse Le Marigny
47, rue des Arènes

GAP

Librairie-papeterie Davagnier
3, place Jean-Marcellin

GRENOBLE

Tabac-presse Le Brazza
18, place Sainte-Claire
Tabac-presse Le Berriat
97, cours Berriat

IVRY-SUR-SEINE

Librairie Envie de lire
16, rue Gabriel-Péri

LA ROCHELLE

Librairie Les Saisons
21, rue Saint-Nicolas

LYON 7^e

Terre des livres
86, rue de Marseille

MARSEILLE

Librairie L'Odeur du Temps
35, rue Pavillon, Marseille 1^{er}

NANTES

Librairie Vent d'Ouest
5, place du Bon-Pasteur

RENNES

Tabac-presse La Civette
(Centre commercial des Longs
Champs)

ROUEN

Mag Presse, Rue Saint-Sever

SAINT-ETIENNE

Librairie Mauvais genre
11, rue Léon-Nautin

TOULON

Kiosque à journaux
Cours Lafayette - Place Hubac

VALENCE

Librairie Notre temps
30, Grande-Rue

GUADELOUPE

POINTE-À-PITRE

Librairie Jasor
Rue Schoelcher
Match - Grand Camp

LA DOMINIQUE

ROSEAU

Frontline Co-op
78, Independence street

HAÏTI

PORT-AU-PRINCE

Librairie La Pléiade
Librairie Phénix
Lalue 212, en face rue Chrétien

ALLEMAGNE

BERLIN

Buchhandlung Schwarze Risse
Gneisenaustr. 2a - Im Mehringhof
10961 Berlin

BELGIQUE

BRUXELLES

Librairie Aurora
Avenue J.-Volders, 34
B-1060 Bruxelles (Saint-Gilles)
Librairie Joli Mai
Avenue Paul-Dejaer, 29
B-1060 Bruxelles

POLOGNE

VARSOVIE

Główna księgarnia naukowa
im. B. Prusa Sp. Cyw
Krakowskie przedmieście 7

SUISSE

GENÈVE

Librairie du Boulevard
35, rue de Carouge

On peut également se procurer *Lutte de classe* (langue française) dans un certain nombre de librairies de plusieurs autres villes en Allemagne ainsi que de plusieurs autres pays, notamment l'Argentine, le Canada (Québec), l'Italie, le Mexique. Pour plus de précisions, écrire à Lutte ouvrière.

Lisez la presse révolutionnaire internationale!

AFRIQUE



Mensuel trotskyste publié par l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes
P.A.T. - BP 42 - 92114 CLICHY CEDEX
<http://www.uatci.org>

ALLEMAGNE



Das rote Tuch - Mensuel du Bund Revolutionärer Arbeiter
Abonnement un an: Allemagne 11 €, autres pays 15 €
Correspondance:
Das rote Tuch,
Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN
<http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org>

BELGIQUE



Lutte ouvrière - Arbeitersstrijd
Adresse:
BP 62 5100 JAMBES - BELGIQUE
<http://www.lutte-ouvriere.be> et
<http://www.arbeidersstrijd.be>

ESPAGNE



Correspondance:
boletinvozobrera@yahoo.es
APARTADO DE CORREOS - 10210 - SEVILLA
<http://www.vozobrera.org>



ÉTATS-UNIS



Bimensuel trotskyste
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique
six mois: 13 \$ - un an: 26 \$
Autres pays, 6 mois: 19 \$ - un an: 37 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND 21203
<http://www.the-spark.net>



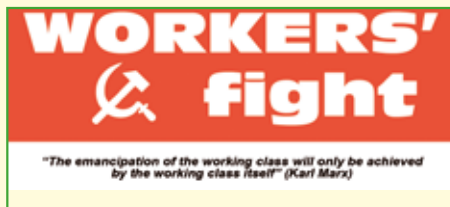
Revue trimestrielle publiée par The Spark
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique,
un an (4 numéros): 16 \$
Autres pays, un an (4 numéros): 25 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND 21203

FRANCE



Hebdomadaire trotskyste
Prix: 1,20 €
Abonnements: France - DOM TOM,
six mois: 20 €; un an: 40 €
Autres pays, par avion, sous pli fermé:
nous consulter
Versements à LUTTE OUVRIÈRE -
CCP PARIS 26 274 60 R
www.lutte-ouvriere-journal.org

GRANDE-BRETAGNE



Mensuel
Abonnement: écrire à la boîte postale
<http://www.w-fight.org>
contact e-mail: contact@w-fight.org



Trimestriel publié par Workers' Fight
BM ICLC - LONDON WC1N 3XX
Abonnement 1 an:
GB £8 - Reste de l'Europe: £10

GUADELOUPE - MARTINIQUE



Bimensuel trotskyste
Abonnement un an: Pli fermé: 30,50 € - Pli ouvert: 23 €
Guadeloupe:
Combat ouvrier - Philippe Anaïs
1111 Rés. Matéline, l'Aiguille - 97128 GOYAVE
Martinique:
Combat Ouvrier - Louis Maugée
BP 821 - 97258 FORT-DE-FRANCE CEDEX
<http://www.combat-ouvrier.net>

HAÏTI



Mensuel révolutionnaire internationaliste publié par l'Organisation des travailleurs révolutionnaires (UCI)
BP 2074 - PORT-AU-PRINCE - HAÏTI
e-mail: vdtravailleurs@yahoo.fr

ITALIE



Mensuel du Cercle ouvrier communiste
via Ippolito Nievo 32-57100 LIVORNO - ITALIA
Abonnement 1 an: 12 €
<http://www.linernazionale.it> - contact
e-mail: linernazionale@tin.it

TURQUIE



Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe)
Mensuel trotskyste
Correspondance:
BM ICLC - LONDON WC1N 3XX
<http://www.sinifmucadelesi.net>